

tout va bien

tout va bien



tout va bien

tout va bien

LES CHAINES DES GRANDS MAGASINS

dossier vendeuses · consommation

T.V.B. comment ?

TOUT VA BIEN entend engager une collaboration et un débat permanents avec ses lecteurs et avec les militants qui luttent dans tous les secteurs, écrivions-nous le mois dernier. Des informations et articles de ce no 2 sont déjà le fruit de cette collaboration qui s'amorce.

Mais il existe diverses façons de s'engager à nos côtés pour atteindre les objectifs que nous avons tenté de définir :

- Envoyer des informations touchant votre ville ou votre région qui "passent" mal ou pas du tout dans la presse.

- Ecrire des articles, nous les envoyer ou venir les discuter avec nous.

- Participer régulièrement à notre collectif de rédaction, notamment comme correspondant dans les diverses régions suisses, particulièrement romandes.

- Annoncer les manifestations politiques, culturelles ou autres pouvant intéresser lecteurs et militants (manifs, assemblées, meetings, film, musique...)

- Transmettre tracts, journaux ou feuilles d'usine, d'école, etc. photos et dessins.

- Diffuser le journal, organiser des réseaux de vente, de récolte d'abonnements.

TOUT VA BIEN

Case postale 87, 1213 Pt-Lancy I
CCP 12 - 14 438 - Genève

Soutenez nos camarades zurichois en lisant et vous abonnant à

focus Postfach 2060, 8023 Zürich

QUI FINANCE TOUT VA BIEN ?

Le lancement de *Tout Va Bien* n'aura été possible que grâce au travail (composition, maquette, impression) et naturellement aux deniers de ses collaborateurs.

N.B. : Le prix du papier glacé de *Tout Va Bien*, qui a paru trop luxueux à certains (...!) s'élève à 17 centimes par exemplaire. C'est un des moins chers sur le marché, et en plus un de ceux qui passe le mieux dans notre vétuste machine.

sommaire

3 LES CHAINES DES GRANDS MAGASINS

- 9 **Nocturnes** La nuit nous appartient
10 **Syndicats** Nous n'obtenons pas grand'chose...
11 **Distribution** Les formes de la distribution en Suisse
Qui achète quoi ?
11 **Zoug** Situation intenable

12 **Gabriella**

13 La consommation selon Baudrillard

14 **FEMMES** On m'a pris mes confitures !

16 **PRISONS** Lettre d'un détenu
18 St Antoine, Bochuz : informations

19 **Valpreda** Le fascisme dans la démocratie

20 **VERBOIS** L'atome c'est capital

22 **CROISSANCE** Le zéro et l'infini

24 **PRESSE** La bataille du Point

25 NOTES ECONOMIQUES

26 **APPRENTIS** Le travail c'est pas le pied
27 "L'Apprenti suisse", encore un torchon officiel

28 **CAC** Un procès politique ?

30 Le foyer de l'Aubépine occupé — Hispano, un trou dans la caisse —
Les collégiens font reculer Chavanne — Jonction, un quartier sans
subventions — Eaux-Vives, à part le cèdre

31 Cinéma — Livres

TOUT VA BIEN ne peut survivre financièrement que si nous pouvons compter sur des lecteurs abonnés.

Faites connaître TOUT VA BIEN et ABONNEZ-VOUS

Talon à détacher

Je m'abonne à Tout va Bien

Abonnement normal de 6 numéros 15 fr.

Abonnement normal de 12 numéros 27 fr.

Abonnement de soutien 12 numéros 50 fr.

Abonnement normal 12 n^{os} Europe 40 fr.

Abonnement normal 12 n^{os} Outre-mer 50 fr.

Nom :

Adresse complète

Abonnement des le no: (à indiquer également sur le bulletin de versement)

les chaînes des grands magasins

Tout va bien ouvre un dossier consacré au travail des vendeuses. C'est un dossier à la fois politique et critique. Il réunit non seulement les éléments d'une enquête menée dans les grands magasins, mais il tente aussi d'établir les conditions d'une critique de ce lieu de travail. La tâche, fixée ici, est double : informer, et dénoncer, en montrant dans quelle lutte cette dénonciation s'inscrit. Bien entendu, ce dossier n'est pas exhaustif, et il reste peut-être même en deçà des deux exigences auxquelles il entend répondre. En le lisant, on verra qu'il est toujours plus facile en effet de parler de l'exploitation, de la consommation, du contrat de travail, de l'échange des marchandises, que de parler directement aux exploités, aux consommateurs. Tel quel cependant, ce dossier circonscrit un terrain, désigne et reconnaît un combat, en affirme le début.

Il faut replacer le travail des vendeuses dans son contexte général. La société qui surveille, organise, développe ce travail, est dite de "consommation". Nous sommes tous en situation de consommation obligatoire. Nous n'échappons pas, ou jamais tout à fait, au contrat social qui commande le système des objets produits, échangés, reproduits par l'échange. La consommation est un comportement rituel, une manifestation d'obéissance et de discipline. Elle est à la fois langage, communion, loi. Langage, par lequel on fait connaître aux autres son rang, par lequel on se distingue. Communion, puisque le mode et le niveau de consommation déterminent l'assimilation dans tel ou tel groupe social. Loi, bien évidemment, puisque la consommation fonde un équilibre entre ce qui est permis et ce qui est interdit, entre une assimilation recommandable et une assimilation mauvaise, marginale, indigne. La vendeuse et son client vivent nécessairement l'éthique sociale de la consommation que se donne le

capital. Ils en connaissent les effets innombrables ou, du moins, ils les éprouvent. Le poste de télé, par exemple: il faut l'acheter, car la possession du poste de télé est le signe, pour tous, de l'intégration sociale. C'est un acte civique en somme: celui qui s'y soustrait devient suspect d'indigence et de subversivité, ce qui revient au même. Ensuite, il faut regarder la télé, puisqu'on a le poste: double sacrifice, double contrainte. On n'en a pas fini quand on a simplement payé l'objet. Il faut encore s'en servir, lui consacrer du temps, de l'attention, du respect, comme à la loi, qu'il représente. Il faut se plier aux modèles sociaux suggérés par la publicité, par les vitrines des magasins.

Derrière la vendeuse et son client, l'ordonnateur de la consommation sait bien qu'aujourd'hui le capitalisme peut tout produire et tout absorber, tout échanger, tout détourner, tout inscrire et n'importe comment, si ça passe, ça coule, ça se métamorphose. La seule loi intouchable porte sur la condition de la métamorphose et du passage: la valeur d'échange. Derrière la vendeuse et son client, il n'y a plus qu'une petite étiquette de prix, index de l'échangeabilité: ce n'est rien, c'est énorme, c'est le signe du retour infini de la loi dans laquelle se reproduit le capital. Et c'est aussi autour de cette étiquette dérisoire, petit rappel humain, trop humain, que se fixe et se condense la répression la plus violente, la plus continue, la plus sûre.

Car ce dossier consacré surtout aux conditions de travail des vendeuses est aussi un dossier de la répression bourgeoise. Dans nos régions de "paix civilisée", c'est-à-dire au centre du capitalisme, la répression ne cesse de s'aggraver davantage. Moins dans les têtes, elle est plus dans les rues, les parcs, les stades, les boutiques, les grands magasins. Les effectifs croissants de police et de milice rappellent combien la répression progresse chaque

jour en cynisme. La vendeuse, qui travaille dans un lieu de vente aménagé comme un poste de garde, formidable système de contraintes et de séduction, dispositif provocateur de vol, sait bien que le capitalisme ne crèvera pas de mauvaise conscience, qu'il pourra toujours plus et toujours mieux se servir d'elle pour s'envoyer le client, c'est-à-dire pour généraliser ses échanges. La répression dont parle ce dossier va bien au-delà d'un châtement qui viendrait s'abattre sur la vendeuse et son client, comme pour les rappeler à l'ordre du capital. Ce qui est en cause, c'est toujours la capacité de maturation propre au dispositif de production et de consommation, dispositif au cœur duquel le travail des vendeuses s'inscrit et s'aliène. Ce dispositif est sans secret: il avale quotidiennement une force laborieuse considérable; il capte et rabat cette force sous l'intouchable loi de la valeur; il fonctionne comme un vaste échangeur dans lequel plus personne n'aurait la naïveté de croire que le marchandage aujourd'hui se fait donnant-donnant.

Dans ces échangeurs truqués, il se pourrait bien, finalement, que la vendeuse soit exploitée au moins deux fois. D'un côté, comme travailleuse, par celui qui tire de son travail d'énormes profits dans toutes les structures de distribution. De l'autre côté, comme femme, pour tous ces clients, évidemment dupés eux-mêmes, qui en font la doublure, le support, le faire-valoir, ou tout bonnement le fétiche, par identification, de la marchandise. Ce curieux retour de la plus-value est sournois: il offrirait la féminité (exhibée, convoitée, prostituée) de la vendeuse comme une prime de séduction, prime qui retournerait inmanquablement à l'exploiteur. Il dépend de nous, par la lutte et dans la lutte, de transformer ces primes-là en cadeaux piégés. ■

TOUT VA BIEN

Les grands magasins, lieux du triomphe de la marchandise, sont aussi les lieux de travail de milliers de personnes. Surtout des femmes. Leurs conditions de travail, leurs salaires, leurs horaires exténuants ne permettent pas une vie équilibrée. Les méthodes de surveillance et d'intimidation utilisées par les directions sont humiliantes et visent à casser toute solidarité, voire amitié entre les vendeuses.

La période de Noël devient un cauchemar. La grande fête de la consommation aggrave encore les conditions de travail des vendeuses. C'est le mois où elles n'ont pas leur jour de congé, où elles travaillent plus de 50 heures par semaine. Les pauses sont raccourcies, parfois supprimées, la chaleur et le bruit plus insupportables encore que de coutume. Elles n'ont plus le temps de voir leurs maris, leurs enfants, leurs amis.

Quelle est la vie quotidienne dans les grands magasins? Comment est-elle ressentie par celles qui sont de l'autre

côté du comptoir? Nous avons cherché à en savoir plus. Il n'est pas très facile de discuter avec les vendeuses. La peur des représailles est toujours présente, le chef guette à tout instant des conversations qui ne touchent pas à la vente. Souvent on vous répond: "Je ne veux pas avoir d'histoires". Et puis, elles n'ont pas le temps: en sortant du travail, elles courent chez elles pour faire le ménage. Malgré ces difficultés, il nous a été possible de rencontrer un bon nombre de vendeuses qui ont parlé.

L'atmosphère qui règne dans les grands magasins est morose, oppressante. Les vendeuses sont conscientes de l'exploitation et de l'humiliation quotidienne qu'elles subissent. Chacune, individuellement pour l'instant. Aucun mouvement collectif fort n'a encore pu se structurer. Mais une révolte, latente, gronde, qui comporte peut-être les germes d'une mise en question radicale de leur condition.

LES DEMOISELLES DE MAGASINS

"Le chiffre, le chiffre, on ne parle que de ça, cinquante fois par jour. Comme des automates, il faut vendre, il faut sourire, arrêter de penser. Des machines à vendre!"



Les salaires

C'est d'abord au niveau des salaires que les patrons exploitent ce réservoir de main-d'œuvre: les femmes, les frontalières, les étrangers. On a de la peine à y croire: Les grands magasins embauchent à 800 frs par mois (sur lesquels il faut encore déduire la cotisation AVS, la cotisation à la Caisse de pension, la cotisation à l'assurance d'indemnité journalière en cas de maladie!).

"J'ai moins de 18 ans, je travaille comme les autres, et je gagne 700 frs par mois."

"Avec mon salaire, après avoir payé mon loyer et la nourrice de mon enfant, il me reste 200 frs pour vivre. Mais vous savez, c'est mal vu de demander une augmentation, il faut attendre, espérer qu'elle arrive un jour."

Après des années de service, elles arrivent peut-être à 900 frs, les jeunes, au meilleur cas, à 1000 frs et très exceptionnellement, avec des responsabilités spéciales, à 1100 frs. Une auxiliaire régulière, qui travaille depuis 3 ans dans le même établissement, touche 4.45 frs de l'heure. (A titre de comparaison: une nettoyeuse dans les bureaux de l'Etat touche 3 frs.)

Une autre femme qui a 70 ans: "Il y a quinze ans que je travaille ici, et je suis toujours vendeuse auxiliaire. Je ne sais pas bien pourquoi. Il est vrai que j'ai deux après-midi de congé. Je gagne 4.20 frs de l'heure. Cette année, j'ai dit: ça ne peut plus durer ainsi. Je suis allée demander une augmentation. On

m'a répondu: Qu'est-ce qui vous a mis cette idée dans la tête? Avant, je n'avais jamais osé le faire, mais j'ai vu que les jeunes ne se gênaient pas, alors j'ai pris mon courage à deux mains. On m'a répondu encore: Pour le moment, on ne peut rien faire pour vous, on regrette! Ils savent qu'on a peur d'être renvoyée à partir d'un certain âge."

On apprend qu'après 3 ans d'apprentissage, une jeune femme de 23 ans a commencé à 650 frs, qu'une divorcée touche 730 frs par mois comme vendeuse fixe. Et ainsi de suite.

L'indexation au coût de la vie de ces salaires n'est même pas obligatoire. La convention collective, qui d'ailleurs n'existe que sur le plan genevois, précise simplement: "Les salaires sont susceptibles de révision suivant les fluctuations de l'indice suisse des prix à la consommation". Ces révisions, si encore elles sont effectuées, concernent les salaires minimum, mais pas nécessairement tous les salaires. Certains magasins ont déguisé de maigres indexations en augmentations de salaires personnelles et généreuses. La même méthode qui vise à duper les employés est utilisée par la Placette qui paie un soi-disant 13e mois, compté comme salaire. On vous engage avec un salaire un peu inférieur par mois, mais vous touchez un 13e mois.

Des réservoirs de main d'oeuvre

Les patrons des grands magasins imposent aujourd'hui ces conditions de salaire et de

travail car ils ont trouvé un réservoir de main d'oeuvre qui leur permet des manoeuvres considérables. Des milliers de femmes ayant besoin de travailler, souvent sans qualifications, sont embauchées comme vendeuses. Parce qu'elles sont des femmes, leur travail vaut moins, d'ailleurs le contrat collectif le stipule. Et puis, il y a les étrangers, qui constituent la majorité du personnel de vente. A Genève, la situation est particulièrement favorable, car les frontalières ne sont pas soumises au contingentement. Environ 70 à 80 % du personnel de vente est étranger, dont la grosse majorité est composée de frontalières. Tous les matins, elles arrivent par milliers, en train, en car. De Thonon, Bellegarde et de plus loin. Elles se lèvent avant 6 heures du matin, elles rentreront chez elles le soir après 20 heures. Dans leur pays il n'y a pas de travail, ou elles sont encore plus mal payées.

Les auxiliaires

Les femmes qui ne peuvent travailler à plein temps, parce qu'elles ont des enfants, parce qu'elles sont trop âgées, sont engagées comme auxiliaires. Si elles viennent tous les jours régulièrement, elles peuvent éventuellement accéder au statut de "auxiliaire régulière", ce qui implique certaines garanties minimales concernant le délai de résiliation du contrat et les prestations sociales.

Mais il y a toutes celles qui sont auxiliaires tout court: ce sont celles qu'on embauche pour boucher les trous, qu'on peut licencier du jour au lendemain sans autre forme de procès (ni préavis, ni indemnité). On en recrute massivement selon les caprices de la politique commerciale — soldes, fêtes, exposition-vente — ou pour remplacer la vendeuse licenciée qui a osé protester. On les licencie dès que disparaissent ces besoins pressants de main d'oeuvre.

Et là-dessus on construit la légende de la liberté des auxiliaires. Ce serait des travailleurs qui ne tiendraient qu'au privilège de pouvoir téléphoner la veille: "Je ne viens pas demain". Mais on oublie de dire qu'ils n'ont aucune garantie de retrouver leur place au retour, que c'est une liberté à double tranchant. Demandez-leur s'ils tiennent à rester des "amateurs", demandez-le aux retraités qui viennent pour remédier à l'insuffisance des pensions AVS, demandez-le aux femmes qui sont à 50 frs près pour boucler leurs fins de mois, pour élever leurs enfants ou pour payer des études!

Diviser pour régner

Non seulement les salaires sont scandaleusement bas, mais ils sont le moyen le plus important utilisé par les directions pour diviser les vendeuses. Ils sont fixés de manière totalement arbitraire. Une vendeuse ayant le même nombre d'années de service, travaillant

dans le même rayon, gagne facilement 50 frs de moins que sa collègue. Elle n'est d'ailleurs pas censée le savoir.

"Ils n'aiment pas qu'on se montre nos fiches de salaire, parce qu'on verrait les différences... Plus on est vieux dans la maison, moins on est payé."

"Je n'ose pas demander une augmentation, car ils sauraient que j'ai parlé avec ma collègue."

Personne ne sait bien à quel salaire il a droit, et les vendeuses ont des réticences à en discuter, non seulement parce que c'est interdit, mais souvent parce qu'elles ont honte d'être si mal payées!

Tout cet arbitraire signifie que si l'on espère obtenir une fois ou l'autre une infime augmentation, il ne faut jamais râler, il faut flatter le chef, sourire quand on vous humilie, plaire, à n'importe quel prix à vos supérieurs. Car les augmentations se font sur proposition du chef et de la première vendeuse. Ce sont eux qui remplissent les fiches d'appréciation.

"Diviser pour régner", devise que les patrons des grands magasins appliquent par toutes sortes de discriminations, par la concurrence individuelle. Division entre les nouvelles et les anciennes, entre les jeunes et les vieilles, entre les hommes et les femmes, entre les étrangères et les Suisses, entre les fixes et les auxiliaires. Division aussi entre les vendeuses des différents rayons.





Le chiffre — c'est une obsession!

Certains magasins (par ex. Bon Génie), ont introduit une nouvelle méthode de division, subtile, car en même temps elle est un moyen pour pousser à la vente: c'est le contrôle du chiffre de vente individuel réalisé par chaque vendeuse. Ce chiffre est dorénavant un des critères pour fixer les salaires ou donner droit, si la vendeuse dépasse un seuil, à une prime. Chaque vendeuse fait ses fiches de vente personnelle, enregistrées immédiatement par l'ordinateur. Au besoin, la direction peut les contrôler heure par heure. On favorise ainsi la concurrence, les vendeuses s'arracheront les clients. Résultat: "Dans notre rayon, toutes celles qui étaient amies sont maintenant des ennemies!"

Si le chiffre n'est pas contrôlé pour chaque vendeuse, il l'est alors par rayon. Tous les matins on convoque la "Conférence". On réunit le personnel du rayon, on lui donne le chiffre de vente du jour correspondant de l'année passée, et on l'oblige à réaliser 10 % en plus.

"Vous savez, ici, ce qui compte, c'est le chiffre d'affaires. Chaque matin, on nous récite qu'il faut faire le chiffre qui a été fixé. C'est une obsession."

Car si le chiffre n'est pas atteint, c'est l'affolement, c'est la tension, l'atmosphère se dégrade. La direction fait pression sur le chef de vente, le chef sur la première vendeuse, la première sur les vendeuses, le rayon est mal vu.

Dénoncer un client ou une collègue qui vole est une obligation, ne pas le faire est punissable. Pire, dénoncer un client vaut, à la Placette par exemple, une récompense de 10 frs, dénoncer un collègue en vaut le double...

"Où je travaille, on est tous méfiants. S'il y a un objet qui disparaît, tout le monde soupçonne tout le monde."

On se méfie du personnel, à la direction! Au Bon Génie, par exemple, les vendeuses doivent laisser leur sac à main dans le vestiaire. Si elles font des achats pendant la journée, ceux-ci sont déposés à la réception et contrôlés à la sortie. Dans plusieurs magasins, des vendeuses ont affirmé avoir été fouillées de haut en bas en sortant du travail! Encore au Bon Génie, selon les renseignements d'un chef, il y a des pièces de monnaie discrètement marquées, qu'on fait circuler, qu'on pose par-ci par-là dans les rayons. Si, à la cafétéria, quelqu'un paie avec une de ces pièces...

Etrange communauté d'intérêt

"Être au service de la clientèle", c'est la devise qu'on inculque aux vendeuses, c'est le principe qui justifie toutes les oppressions. Car la vendeuse est un chaînon déterminant dans l'organisation de la consommation. Elle est un intermédiaire entre la marchandise et le client. Elle pousse à la vente, persuade le client hésitant, attire l'attention sur les qualités miraculeuses du produit, rend l'atmosphère agréable par son sourire, sa fraîcheur, sa disponibilité aimable.

Les patrons ne parlent que d'intérêt commun entre employés et employeur, le Règlement interne de la Placette par exemple rappelle qu'il ne faut "jamais oublier que nous tirons tous sur la même corde". Douce, cette communauté où on ne trouve que hiérarchie stricte et sévère, règlements, instructions, ordres qui viennent d'en haut, qu'on ne discute pas parce que "si vous n'êtes pas contente, vous n'avez qu'à passer à la caisse"...

"L'atmosphère dans les magasins, vous savez, ça dépend des chefs, certains sont gentils, mais d'autres, mon Dieu, n'arrêtent pas d'être sur vos talons."

On préfère engager des hommes comme chefs. Si possible "jeunes, dynamiques, modernes". Cela stimule le rythme de travail et leur confère une autorité naturelle.

La peur du chef est présente, à tout moment. C'est lui qui vous reprend quand vous êtes assise. Oui, il est interdit de s'asseoir, parce que, comme l'explique un directeur: "Nous estimons que notre magasin a toujours des clients et qu'on ne peut donc pas s'asseoir." C'est chez le chef qu'il faut aller s'excuser en cas de retard. On déduit un quart d'heure de salaire à un auxiliaire qui arrive une minute en retard. C'est le chef qui intercepte les vendeuses qui discutent entre elles parce que le temps est long.

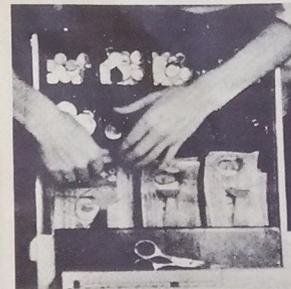
"Si elles discutent, elles ne travaillent pas," déclare l'un d'eux. "De toute façon, elles ont l'interdiction de parler à plus que deux. Et puis, ça gêne la clientèle. Récemment, nous avons reçu une lettre d'une bonne cliente qui s'est plainte parce que,

lorsqu'elle passait dans un rayon, des vendeuses discutaient de cinéma. Ces bavillonnages n'ont rien à voir avec leur travail. D'autre part, il faut tout leur apprendre, comment se tenir, ce qui est convenable dans un magasin, et surtout l'argument de vente. De temps en temps je me mets dans une cabine d'essayage vide et j'écoute comment elles se comportent. Après que la cliente soit partie, je les prends à part, je leur dis ce qu'elles ont raté. Mais vous savez, ce n'est pas pour les surveiller, c'est pour les diriger."

Dans les magasins où la blouse-uniforme n'est plus imposée, le chef contrôle l'habillement et la coiffure. "Il faut que ce soit de bon goût, votre clientèle est exigeante, et notre magasin veut se donner une image de marque. Cela implique certaines exigences par rapport aux vendeuses, dans leur style, dans leur parler."

"Comment sentir bon"

La Placette, pour "former" ses vendeuses, organise de temps en temps des conférences, avec projections à l'appui. Quelques exemples de thèmes: "Comment



sentir bon", "Comment présenter les produits", "Comment bien se tenir", "Comment éviter les vols".

Il n'est pas rare que les vendeuses se fassent corriger devant le client. "Les remarques qu'on vous fait en présence du client, c'est abaissant, on n'a pas le droit de répondre, même si c'est le client qui a tort." "Certains clients vous prennent pour des chiens, et si vous ne souriez pas, le chef vous attrape." "On nous engueule rarement, mais c'est pire, on vous humilie."

Les chefs sont les chiens de garde, mais, il ne faut pas l'oublier, ils sont soumis à un contrôle strict. Régulièrement, la direction vérifie s'ils sont au courant du comportement de chaque vendeuse.

Si les vendeuses se plaignent souvent de certains clients hautains, humiliants, le rapport avec la clientèle est pourtant souvent ressenti comme un des seuls aspects positifs de la profession. "J'aime bien ce métier, il nous met en contact avec des gens, on voit du monde." Mais là aussi, les exigences de la rentabilité interviennent. Le rapport au client est de plus en plus dépersonnalisé. "C'est dommage, on est trop souvent pressées, parce qu'on est peu nombreuses au

SALAIRES

A Genève, les syndicats et diverses associations patronales du commerce ont signé au printemps 1972 la convention collective concernant les "conditions générales de travail" pour le commerce de détail non alimentaire. Voici les salaires contractuels fixés par cette convention:

a) Apprentis (ties)	1 ^{er} semestre	250.—
	2 ^e semestre	300.—
	3 ^e semestre	375.—
	4 ^e semestre	475.—
	3 ^e année	600.—

b) Personnel en possession du certificat de capacité correspondant à l'activité exercée dans l'entreprise

	pers. masc.	pers. fém.	différence
1 ^{ère} année de pratique professionnelle	875.—	875.—	—
2 ^e année de pratique professionnelle	975.—	935.—	40.—
3 ^e année de pratique professionnelle	1075.—	1000.—	75.—
4 ^e année de pratique professionnelle	1175.—	1050.—	125.—
5 ^e année de pratique professionnelle	1275.—	1125.—	150.—

c) Personnel de vente et de bureau, sans certificat fédéral de capacité de la branche et personnel de retouche.

	pers. masc.	pers. fém.	différence
dès 18 ans	700.—	700.—	—
dès 19 ans	750.—	750.—	—
1 ^{ère} année de pratique, au plus tôt dès l'âge de:			
20 ans	800.—	800.—	—
2 ^e année de pratique	900.—	875.—	—
3 ^e année de pratique	1000.—	950.—	50.—
4 ^e année de pratique	1100.—	1000.—	100.—

d) Personnel de manutention, de livraison, d'emballage, de nettoyage, etc.

	pers. masc.	pers. fém.	différence
dès 18 ans	600.—	600.—	—
dès 19 ans	650.—	650.—	—
1 ^{ère} année de pratique au plus tôt dès			
l'âge de 20 ans	800.—	750.—	50.—
2 ^e année de pratique	900.—	800.—	100.—
3 ^e année de pratique	975.—	850.—	125.—
4 ^e année de pratique	1075.—	925.—	150.—

Notons les scandaleuses discriminations de salaires entre hommes et femmes, qui s'accroissent parallèlement à leur qualification!

Soulignons aussi que ces salaires contractuels, conçus comme des salaires minimum, sont les salaires réels pour une large partie du personnel des grands magasins. Par ailleurs, une grande proportion des vendeuses n'a pas fait d'apprentissage et se trouve donc classée dans la catégorie C.

22. Renvoi pour justes motifs

Contrairement à la résiliation normale, c'est-à-dire avec un délai d'un ou deux mois, la Direction peut procéder, selon l'art. 352 du code des obligations, à un renvoi immédiat pour justes motifs. Sont considérés comme justes motifs les infractions aux paragraphes 21 et 37 ainsi que la non-exécution des ordres donnés par un supérieur, les relations intimes entre le personnel, l'ivresse et le fait de fumer au magasin, les arrivées tardives répétées, l'absence inexcusée du magasin, etc.

30. Neutralité

Notre entreprise est politiquement et confessionnellement neutre. Au magasin, le personnel ne discute ni avec la clientèle, ni entre lui de ces questions.

rayon. Alors on devient nerveuses et impatientes, et on n'a plus de plaisir à servir le client."

Air frais à gogo

La fatigue physique, mais aussi psychique est un élément qui revient dans presque chaque conversation avec les vendeuses. "Le soir, on n'ose plus me regarder, je suis complètement défaite."

Elles sont debout toute la journée, elles se plaignent toutes d'avoir mal aux jambes, et beaucoup d'entre elles ont des troubles de la circulation.

Le néon et l'air conditionné sont ressentis comme très gênants. Le néon brûle les yeux. Nombreuses sont celles qui, s'étant abimé les yeux, ont dû s'acheter des lunettes. Dans la plupart des magasins, elles ne voient jamais la lumière du jour. "Le soir, on ne sait pas s'il a fait beau temps ou s'il a plu."

"En été, il fait trop froid, on grelotte. En hiver, on crève de chaud. Le soir, je suis complètement desséchée, j'ai toujours soif, j'ai mal à la tête. On a demandé qu'on réduise la température. On nous a répondu que le client est plus à l'aise pour faire ses achats avec la température actuelle."

L'air conditionné des magasins crée souvent des troubles respiratoires. Les cas sont si fréquents que certains magasins ont installé des appareils pour se réoxygéner dans leur infirmerie. On vous fait respirer un bon coup d'air frais, et vous êtes bonne pour retourner à votre poste de travail.

Pas étonnant que nombre de femmes qui passent leur vie dans cet univers oppressant et répressif succombent à des dépressions nerveuses. Chacun connaît le cas d'une ou plusieurs amies qui ont simplement craqué.

Vendeuse, un métier "typiquement féminin"

Le mécontentement parmi les vendeuses est sensible.

Les critiques sont souvent violentes, acerbes. Mais beaucoup d'entre elles ressentent leur profession comme une promotion sociale par rapport à la condition d'ouvrière. C'est mieux, même si c'est plus mal payé. C'est moins sale, c'est moins monotone, on voit des gens. Les patrons jouent d'ailleurs beaucoup sur cette image de la profession. Ils la valorisent, par des mots, bien sûr, pas dans les faits.

Vendeuse, un métier typiquement féminin. La consommation est d'abord le règne de la femme. Ce n'est pas elle qui en décide, mais elle est la première cible de toutes les publicités, toutes les campagnes. Le système capitaliste a su tirer profit de la situation de la femme dans la société qu'il a créée. C'est la femme qui achète, pour elle-même, pour ses enfants, pour son mari. Cette activité entre dans les sphères qu'on lui réserve. C'est la femme qui vend. Par des dons "naturels" elle se prête à la promotion de la vente. Vendeuse, elle est en même temps mannequin. La femme-objet, c'est la vendeuse rentable dont on a besoin.

SPECIAL PLACETTE

M. Marx, ce n'est pas cette année que vous allez encore nous voler. (*)

Nous avons tous et toutes reçu l'horaire du mois de décembre 1972. La direction peut bien supprimer nos pauses, nos congés et ensuite "nous remercier de notre bonne collaboration et du travail supplémentaire auquel nous devons faire face en cette période de fin d'année".

Le mois de décembre, c'est le mois des fêtes, pas pour nous. LA SEULE FÊTE, C'EST CELLE DES PATRONS. C'est le mois où il fait les plus gros bénéfices de l'année, et toujours sur notre dos. C'est le mois où en plus de tout le reste, il nous vole encore des heures.

Faisons les comptes:

2 ouvertures nocturnes à 10 h 30 par jour (2 x 1 h 30)	3 h
3 samedis jusqu'à 18 heures	3 h
1 lundi matin	4 h 30
3 congés supprimés	13 h 30

total des heures qu'on fait en plus

24 h

Et ce n'est pas tout! L'horaire normal de travail va jusqu'à 19 heures. Les heures que nous faisons au-delà de 19 heures ou celles qui ne sont pas comprises dans l'horaire normal sont des heures supplémentaires et doivent être payées ou remplacées comme telles, c'est-à-dire avec la majoration de 25% obligatoire.

Cela fait:

2 ouvertures nocturnes (de 19 à 22 heures)	6 h
3 samedis jusqu'à 18 heures	3 h
1 lundi matin	4 h 30

total des heures supplémentaires

13 h 30

Le 25% de ces heures: 3 h 30

Le total des heures que nous faisons en plus et la majoration de 25% sur les heures supplémentaires donne:

$$24 \text{ h} + 3 \text{ h } 30 = 27 \text{ h } 30$$

Pour remplacer toutes ces heures la direction nous donne:

un jour et demi	13 h 30
2 matins à 9 heures	2 h
	15 h 30

Le patron nous vole donc:

$$27 \text{ h } 30 - 15 \text{ h } 30 = 12 \text{ h}$$

Refusons de nous laisser voler une fois de plus et exigeons

- nos congés et pauses réglementaires
- nos heures supplémentaires payées ou remplacées avec les 25% obligatoires
- renforçons le groupe de base pour obtenir le retour à 18 h 30.

Groupe de base magasins

(*) Marx Joseph, directeur à la Placette, Lausanne.

Ces Grands Magasins ressemblent à la vitrine d'un système où le conditionnement par la publicité et le conformisme sont de règle. Ils sont la vitrine où on pictine la liberté et la dignité pour qu'il n'y ait pas de marasme dans les affaires de patrons. ■

Sandra WYSS

"Un jour j'étais triste. Ça devait se voir sur mon visage. Le chef a passé et m'a dit: Ça ne va pas, ma petite, vous ne vendez pas bien?"

NOTE:

Les citations de cet article sont tirées des interviews réalisés dans les grands magasins. Quelques unes ont été reprises de l'enquête publiée dans la Feuille d'Avis de Lausanne.



NOCTURNES

la nuit nous appartient!

A Lausanne, plus de 400 vendeuses et vendeurs tiennent une assemblée et s'opposent à toute forme d'ouverture nocturne des magasins. A Genève, trois quarts du personnel de la Placette signent une pétition pour protester contre la prolongation d'un quart d'heure le soir des heures d'ouverture.

Des mouvements d'une telle ampleur dans un secteur traditionnellement peu combatif montrent que la coupe déborde, que la peur du licenciement, de la hargne des chefs et de l'arbitraire du patron ou de la direction n'est plus suffisante pour retener au fond du cœur ce que tout le monde murmurait, mais que personne n'osait dire à haute voix.

La grogne et la "rouséptance" ne datent pas d'aujourd'hui: quelle vendeuse ne se révoltait pas intérieurement contre les mesquineries comme l'interdiction de s'asseoir (malgré une loi du travail qui prévoit que le patron doit tenir un siège à la disposition de la vendeuse), contre les déplacements entre les rayons pour un oui ou pour un non, contre le chiffre à atteindre à tout prix, contre les horaires de 45 à 46 heures par semaine, contre les minutes grignotées le soir parce que le temps pour ranger est insuffisant, contre les tentatives d'imposer "librement" des heures supplémentaires ou des ouvertures prolongées?

Mais jusqu'à présent, le terrorisme de la hiérarchie des grands magasins était parvenu à étouffer ces protestations par le chantage au licenciement immédiat, par la tactique de diviser les vendeuses par tous les moyens possibles.

Aujourd'hui, un certain nombre de vendeuses ont compris que ces divisions étaient fabriquées de toutes pièces par la direction dans le but d'exploiter sans souci un personnel docile et inorganisé. C'est un premier pas vers une situation où l'on ne se fera plus marcher sur les pieds, où les demandes du personnel ne seront plus balayées d'un seul geste par les chefs, où l'on aura enfin son mot à dire sur l'organisation de son travail, où l'on n'entendra plus de déclarations comme celle de ce René Sumier, directeur d'Innovation, qui définit les vendeuses comme "des jeunes filles qui travaillent en attendant de se marier, ou plus tard des femmes seules, plus ou moins meurtries par la vie, et qui ne sont pas très bagarrees!"

En France déjà les vendeuses des grands magasins, éternelles humiliées, ont relevé la tête et fait entendre leur voix: grèves sauvages, occupations de magasins et manifestations pour appuyer des revendications salariales ou des améliorations des conditions de travail les ont rendues conscientes de leur force. Dernier exemple en date, à Thionville (en Lorraine), 160 vendeuses des Nouvelles Galeries ont tenu ce printemps dix semaines de grève pour obtenir des conditions de travail et de vie décentes.

Lausanne: contre le patron, contre le syndicat.

L'assemblée de Lausanne du 23 novembre était convoquée par la Fédération interprofessionnelle des salariées, dont la position était plus que conciliante avec l'admettant la possibilité d'ouvertures nocturnes une fois par semaine. Pas très étonnant, ce syndicat est, de notoriété publique, lié au parti radical...

Mais la quasi-unanimité des 400 à 500 vendeuses et vendeurs présents a renié cette position capitulante et a voté avec enthousiasme une résolution s'opposant catégoriquement à toute forme d'ouverture nocturne, à toute prolongation des heures de vente jusqu'à 20 heures, et réclamant un retour généralisé des heures de fermeture des magasins à 18 h. 30 (et non plus 19 h.), comme cela a été imposé au printemps dernier par les directions, au mépris d'une pétition immédiatement interceptée et bloquée.

Cela n'a pas empêché l'organisation syndicale de "se féliciter de la convention par laquelle Lausanne et 34 communes voisines vont pouvoir, dès le 1er décembre, éviter le désordre dans le domaine des heures d'ouverture des magasins". Or que prévoit cette convention intercommunale? La "limitation" des heures d'ouverture de 6 h. le matin à 20 h. le soir!

Un autre syndicat, le groupe du personnel des magasins de la Fédération chrétienne des transports, du commerce et de l'alimentation (FCTA), a mieux compris l'inanité de cette politique: "lutter contre ces heures de travail tardives ou nocturnes, c'est le début d'une lutte pour une organisation complète du secteur de la distribution, où règne actuellement une véritable anarchie dont le seul but est l'augmentation des profits du capitalisme. Si nous laissons intervenir des ouvertures prolongées dans les magasins, il n'y a pas de raison pour que demain les mêmes prolongations ne soient pas imposées dans d'autres secteurs de l'économie".

Pour en revenir à la très digne Fédération interprofessionnelle des salariés, elle n'a pas manqué au cours de la même assemblée de dénigrer le "Groupe de base des magasins" du Comité d'action syndical (CAS), en l'accusant de gauchisme et en critiquant un des tracts distribué le jour même. Comme un des participants du syndicat affirmait que le groupe n'oserait pas se montrer, une vendeuse s'est levée: "Nos intérêts ne sont pas les mêmes que ceux des patrons! s'est-elle écriée. Notre tract n'est pas un pamphlet! Nous ne sommes pas des gauchistes, nous sommes des vendeuses et des vendeuses organisés dans les magasins et nous réaffirmons: Non aux ouvertures nocturnes! Retour à 18 h. 30!"

Genève: une Comme à Lausanne, les patrons genevois ne tolèrent même pas les libertés démocratiques élémentaires dans leurs magasins: au Grand Passage aussi, une pétition lancée ces derniers temps par des membres du personnel en dehors de tout syndicat ou organisation a mystérieusement disparu, interceptée on ne sait par qui, alors que des listes portant des signatures étaient déchirées.

Cette pétition protestait contre la décision imposée par les directions de repousser d'un quart d'heure l'horaire quotidien, c'est-à-dire de commencer le travail à 8 h. 30 (au lieu de 8 h. 15) et de le terminer à 18 h. 45 (au lieu de 18 h. 30). Cet horaire, entré en vigueur le 15 novembre, repousse une nouvelle fois le début des soirées des vendeuses. Au nom de la rentabilité, les patrons méprisent la vie privée de leurs employées, "oublient" qu'à la sortie du magasin leur journée n'est pas terminée et se moquent pas mal du fait que, passé une certaine heure, tout devient plus compliqué (fermeture des crèches, transports publics moins nombreux...).

Disparue au GP, la pétition n'a pas connu un sort meilleur à la Placette, malgré les succès que la récolte de signatures a rencontré. Sur 350 vendeuses fixes, 340 l'ont signée. Avec les auxiliaires, 3/4 du personnel a signé.

Devant cette preuve manifeste de mécontentement général, la direction de la Placette a organisé une réunion du personnel le 1er novembre. Goldmann, directeur, de son ton le plus paternaliste, a simplement avoué que la décision avait été annoncée trop brusquement, mais n'a absolument pas tenu compte de la volonté générale: "Nous devons être solidaires, et vous savez qu'on vend plus le soir, alors...". Et l'ouverture prolongée est maintenue.

Mais les vendeuses ont maintenant compris que la solidarité, ce n'est pas avec la direction qu'elle doit jouer, mais avec leurs collègues du rayon, des rayons voisins, des autres magasins: "Nos intérêts ne sont pas les mêmes que ceux des patrons. Ce n'est pas nous qui empochons leurs bénéfices. Nous n'avons pas à faire les frais de la concurrence que se font les grands magasins entre eux".



SYNDICATS

"nous n'obtenons pas grand chose..."

Une infime minorité de vendeuses sont syndiquées. De fait, les syndicats sont inexistant dans les grands magasins. La plupart des employés ne connaissent même pas leur existence. Jamais le syndicat n'est perçu comme un groupement susceptible de défendre les intérêts des vendeuses.

Dans le canton de Genève, il existe pourtant une convention collective du commerce, signée par les associations patronales et quatre organisations syndicales (Association des commis de Genève; Fédération suisse des syndicats chrétiens de Genève; Fédération suisse des travailleurs du commerce, des transports et de l'alimentation; Société suisse des employés de commerce, section Genève).

La bureaucratie syndicale négocie ainsi régulièrement avec les patrons, et signe des conventions sur les conditions de travail et de salaire. Ces conditions sont celles que

nous avons décrites dans l'article précédent. Les premiers concernés, les employés, ne sont jamais informés des négociations. Mais ainsi, tout va bien, tout rentre dans l'ordre: Les patrons ont un partenaire social conciliant en face d'eux, même s'il n'est pas très représentatif. Cela arrange tout le monde, les représentants et les bureaucraties.

Voici les propos que nous avons recueillis auprès de deux responsables syndicaux qui ont tenu à garder l'anonymat.

● Les conditions de travail et de salaire des vendeuses nous semblent particulièrement mauvaises. Qu'en pensez-vous?

— Il faut tempérer cette affirmation. Le personnel de vente a de tout temps été une catégorie de travailleurs dont les conditions ont été mauvaises. Il est normal que ça ne change pas d'un coup. Si vous comparez ce métier à celui d'une secrétaire, il y a des différences qui justifient les écarts de salaires. Les vendeuses ont souvent le temps de souffler, de faire la causette.

● Beaucoup de vendeuses ne savent pas que les syndicats existent. Faites-vous des efforts pour les organiser?

— Le personnel est très mal organisé. Si les vendeuses par exemple, ont des problèmes, elles ne se battent pas, elles préfèrent changer de poste. Non, on ne fait pas de propagande. Vous savez, chaque syndicat a sa petite troupe. On ne veut pas se faire de la concurrence.

Et surtout, si on signe une convention, on

n'est pas libre, on a les mains un peu liées. Une fois, un syndicat a fait la proposition de faire un tract d'information au personnel avant de signer avec les patrons. Les autres syndicats ont refusé en argumentant que cela pouvait irriter les représentants patronaux.

● Mais quelle est selon vous l'utilité de ces conventions?

— C'est une question qu'on peut se poser. Nous n'obtenons pas grand chose. Lors de la dernière signature, par exemple, nous avons demandé un barème de salaire égal pour les hommes et les femmes. Les patrons ont jugé cette proposition inacceptable. Nous avons dû revenir sur nos positions. Pourtant, on sait que les grands magasins sont dans une situation financière qui leur permettrait de mieux payer.

Dans certains syndicats on commence à se demander s'il faut encore signer des conventions. Nous avons perdu l'appui des employés, nous n'avons pas de force derrière nous. Peut-être n'avons-nous pas été assez virulents, peut-être faudrait-il les laisser nager, tout recommencer à zéro.

● Le mécontentement est pourtant grand parmi les vendeuses. Parfois il y a même des tentatives de regroupements autonomes, extérieurs aux syndicats.

— Qu'est-ce que vous voulez, ce sont les gauchistes qui s'acharnent sur les grands magasins. Ils vont partout où il y a du monde. Vous pouvez sortir la meilleure convention, quand ils décident d'encrasser quelqu'un, ils y vont! Oui, il y a le danger d'un mouvement de mauvaise humeur. Les gauchistes en profitent.

● En fait, les syndicats sont en crise?

— Oui, il faut changer nos méthodes, il faut réfléchir aux mass media.

Il faut aussi revoir le problème des conventions. On s'est laissé dépasser. Il est actuellement question de ne plus fixer des salaires minimum, mais des salaires réels.

On discute aussi du système de la reclassification des fonctions. On évaluerait des fonctions précises, par rayons, par type d'activité. Les salaires seraient ainsi liés au poste, en quelque sorte. L'employé se sentirait plus lié à la convention, la nécessité des syndicats serait plus claire.

● Que pensez-vous des ouvertures nocturnes?

— En général les patrons veulent clairement instituer les ouvertures nocturnes toute l'année. Mais ce sont surtout les grands magasins, le Grand Passage, Migros et Balxert, qui veulent absolument l'obtenir. Migros fait toutes les démarches possibles. Ils sont prêts à tout pour obtenir ce qu'ils veulent. Les syndicats sont contre. Nous avons promis que les horaires du personnel ne seraient pas aggravés. Mais il n'est pas sûr que ce soit possible.

La formule qui risque d'être adoptée, c'est l'ouverture prolongée une fois par semaine. Pour l'instant, les syndicats sont catégoriques dans leur refus. Mais à certains moments, nous sommes peut-être trop durs, il faudrait laisser une porte ouverte à un marchandage. On y viendra de toute manière.

LES FORMES DE LA DISTRIBUTION EN SUISSE

On peut distinguer en Suisse quatre formes spécifiques de distribution des marchandises :

★ Les coopératives succursalistes, dont COOP et Migros sont les prototypes. Ce mode de distribution "travaille" avec une marge de 15 à 20 o/o en moyenne. Il tend à se développer hors du secteur alimentaire où il a débuté, et à assurer de plus en plus la production en propre des marchandises qu'il distribue, ou pour le moins à avoir ses propres marques.

★ Les chaînes de grands magasins sont au nombre de quatre : Maus Frères (Placette, Vilan, etc.), Mahler (Globus, ABM, John Valentine, etc.), Jelmoli (Grand Passage, Innovation, etc) et Oscar Weber (jouets, EPA-UNIP, etc). Pour ce mode de distribution, l'ère du "grand bazar" est terminée. Le nombre des articles diminue, de même que la marge commerciale, qui oscille entre 20 et 25 o/o. La tendance est à la multiplication de grands magasins de taille moyenne. La Placette-Genève est le dernier des monstres...

★ Les discounts sont la forme la plus récente de distribution. Seul Denner est implanté dans tout le pays. Les formes locales (Alligro, Föllmi, Magro, Unipraille, Cash and Carry) sont le plus souvent le fait de détaillants traditionnels reconvertis ou de grossistes ayant ouvert leurs entrepôts au public. Cette nouvelle forme de distribution, importée d'outre-Atlantique, escompte une marge de 8 à 11 o/o, ce qui a pour conséquence un assortiment et un personnel réduits et des aménagements limités.

★ Les détaillants : l'épicerie traditionnelle est en voie de disparition, car elle se transforme. La marge reste importante (30 à 50 o/o), mais le détaillant s'organise, car il y a été obligé. Il apprend la comptabilité, participe à des associations qui jouent le rôle de grossistes et peuvent négocier les prix avec les producteurs (Usego, Végé, etc) et tient encore ainsi environ 50 o/o du marché suisse. Bientôt, il créera ses propres marques comme le succursaliste...

La politique des grandes chaînes de distribution, qui tendent de plus en plus à supplanter le "petit commerce" vise notamment à concentrer diverses étapes entre leurs mains :

★ acheter directement au producteur, et "sauter" ainsi la marge du grossiste (entre 4 et 12 o/o)

★ et même produire soi-même pour

absorber le profit du fabricant.

Autres principes des grandes surfaces :

★ la rotation rapide du stock de marchandises. A Carrefour, le stock total doit être renouvelé 30 fois par an, tous les 12 jours...

★ l'extension du libre-service, qui économe les frais de main-d'oeuvre : à ABM, le chiffre d'affaires annuel par employé a passé de 85.400 francs à 141.500 francs en six ans, de 1963 à 1969...

Pendant les grandes firmes n'ont pas à venir tout rose, et on peut prévoir que d'ici 10 ans, la prolifération des hypermarchés provoquera une saturation. Déjà en Valais, où Placette, Magro, Coop-City et Migros viennent d'ouvrir simultanément ou presque leur grande surface respective, le chiffre d'affaires escompté n'est pas réalisé. A Genève, Balxert donne, paraît-il, du souci à ses promoteurs. Et pendant ce temps, les villages de montagne perdent leur dernier distributeur. ●

A lire sur ce sujet : "Le phénomène de concentration dans le secteur de la distribution", Yvette Jaggi, thèse de l'Université de Lausanne, 1970.

on cherche

LOCAL, si possible au centre, avec électricité et téléphone. Ecrivez à l'adresse de TVB

ZOUG : "SITUATION INTENABLE"

"Les heures de travail supplémentaires qu'on nous impose en décembre nous mettent dans une situation intenable" : vendeuses et vendeurs de Zoug en ont aussi assez de la surexploitation qui les frappe, particulièrement en période de fin d'année.

Le 5 décembre, au cours d'une assemblée, ils ont adopté une résolution adressée aux autorités de la ville et aux patrons des magasins, pour protester contre les heures supplémentaires et réclamer la garantie d'avoir des blocs de deux journées de congé qui se suivent.

"Les jours d'ouverture nocturne, une fois par semaine en décembre, nous restons bon gré mal gré 11 heures sur nos pieds au travail". Et les généreuses compensations des patrons, quelle duperie : les heures supplémentaires sont "compensées" par des congés le 26 décembre et le 2 janvier, tous deux déjà jours de congé dans les autres entreprises ! ●

QUI CONTROLE QUOI ?

La structure et les liens industriels et bancaires des principaux groupes de distribution suisse ne sont pas entièrement connus, d'une part parce que certains ont encore une composition exclusivement familiale et d'autre part à cause du "mur du silence" bancaire!

Seules les coopératives de distribution ont un visage connu. Banque Migros et banque coopérative SA, comme bailleur de fonds, groupe d'assurance Secura et COOP, nombreuses unités de production propres dont les plus connues sont Beldam, Optigal, Bell SA, Micarna, Mifroma, etc.

Le groupe Jelmoli était jusqu'il y a peu lié au Crédit Suisse, notamment par la holding luxembourgeoise Inter-shop. Il contrôle différents grands magasins dont la chaîne des Jelmoli 2000, l'Innovation à Lausanne, le Grand-Passage à Genève et Balxert, etc.

Le groupe Globus vient de faire une percée considérable sur le marché de la distribution avec des magasins à assortiments réduits nommés "ABM" et implantés dans les principales villes de Suisse, notamment à Genève, Bienne, etc. C'est la famille Mahler qui semble détenir la majorité du capital du groupe Globus. On chuchote dans les milieux bancaires que le groupe allemand "Kaufhof" aurait acquis récemment une position minoritaire.

Enfin, le plus grand groupe suisse est indéniablement Maus Frères. Ce dernier conglomérat est aussi le plus discret... dans la mesure où l'on ne connaît même pas son chiffre d'affaire annuel. Il contrôle de près ou de loin la Placette, Vilan, Rheinbrücke, Nordmann et Cie SA, Galerie du Louvre (Aigle) du Jura (Delémont), du Vallon (Fleurier), Au Trois Tours (Fribourg), Inovazione (Locarno), A la Porte Neuve (Sion), etc. Au surplus, le groupe Maus détient des participations minoritaires dans des groupes étrangers, notamment "Les Nouvelles Galeries" en France.

En outre, ces cinq grands groupes de distribution disposent bien évidemment de sociétés immobilières, de centres d'approvisionnement et de routage. En plus ils sont tous affiliés à des centrales d'achat internationales.

En fait, seuls les liens bancaires sont absolument opaques... La bourgeoisie à ses privilèges et ses discrétions... ●

GRANDS MAGASINS LA PLACETTE - GENEVE QUALIFICATIONS PERSONNEL

nom: _____ RAYON: _____

PRENOM: _____

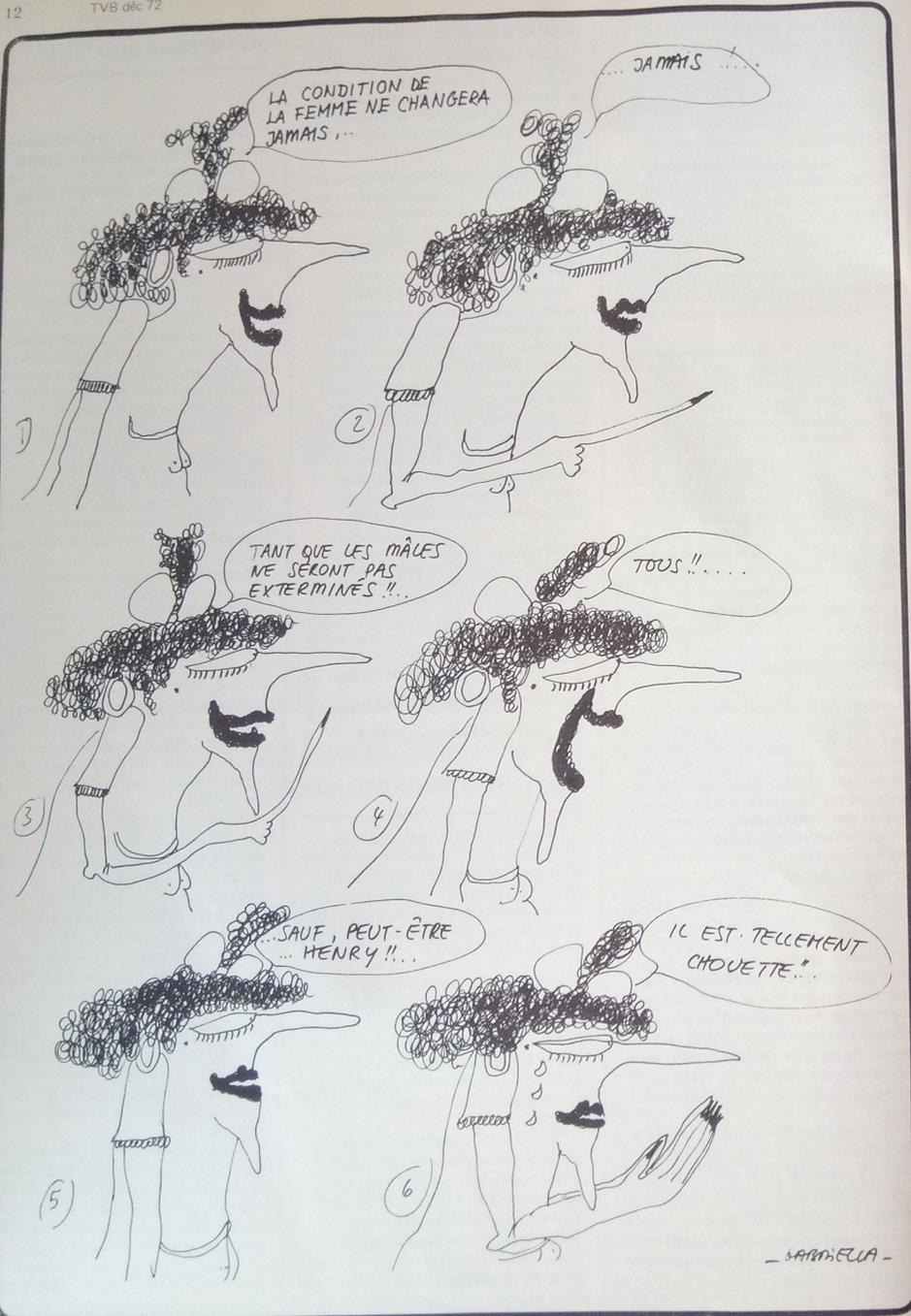
adresse: Placette _____

	A	B	C	D	SALAIRE actuel
TREMBLÉ (FEMME)	avoué	linguiste	statisticien	très bon	supérieur
TREMBLÉ (M)	avocat	ingénieur	sp. statistique	supérieur	
RESPONSABILITE	supérieur	à compter	fait son devoir	très bon	
CONSCIENCE DES INTERETS	avoué	passable	bonne	tr. à bonne	
TRAVAIL DE DE SECTEUR	ne fait pas ça	linguiste	sait vendre	bon vendeur	
EQUILIBRE	très fatigué	pas résistent	très résistent	infatigable	
INFLUENCE	ne réalise	très content	parfaitement	actuel	
COOPERATION	dépassé	a de la peine	très content	concentré	
ACTUALITE	avoué	tr. qualifié	supérieur	actuel	
MODE/PROFITE personnel	pas saigné	très saigné	très saigné	très saigné	QUALIFICATIONS
C. TRAV. QUALITE	très	assez difficile	bonne	très bon	
ATTITUDE envers clients	dépassé	conscient	très bon	très bon	
travaux techniques	supérieur	travaillant	très bon	supérieur	
travaux de bureau	travaillant	travaillant	travaillant	travaillant	

faites une coche dans la case intéressée.

GENEVE, le _____ signature chef: _____

3 remettre l'enveloppe fermée à nos 0600, bureau du service



La consommation selon Baudrillard

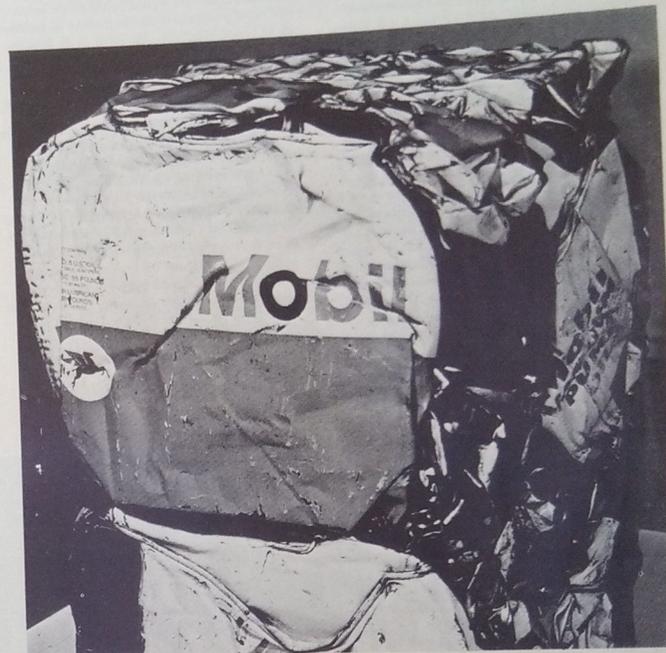
Parmi les innombrables ouvrages consacrés à la société de consommation, ceux de Jean Baudrillard offrent sans doute le point de vue à la fois analytique et critique le plus radical (*Le système des objets*, NRF 1968; *La société de consommation*, SGPP 1970; *Pour une critique de l'économie politique du signe*, NRF 1972). Baudrillard recourt notamment aux concepts opératoires de la sémiologie (science des signes) et de la psychanalyse lacanienne pour analyser le système de la consommation. Selon lui, toute marchandise, toute valeur d'usage, toute fonction technique est aujourd'hui immédiatement produite comme signe, ressortissant à un code inconscient, universel et répressif. Nous résumons ci-dessous les thèses essentielles développées principalement dans *La société de consommation*.

Le bilan de l'abondance

Baudrillard commence par déjouer les illusions comptables qui pourraient faire croire à une élévation générale du niveau de vie. La dégradation de l'environnement physique et mental, la pollution, les contraintes sociales et professionnelles, l'encombrement automobile, etc..., entraînent une surconsommation de produits, qui vont de l'eau minérale à la résidence secondaire, à un surdéveloppement des services (épurations de toutes sortes, médecine des nerfs, soins aux blessés de la route etc...). Or ces produits et ces services, qui ne sont en réalité que des palliatifs aux nuisances internes du système de croissance, sont généralement comptabilisés comme indices de richesse sociale! En réalité, ce surcroît de productivité est une thérapie indispensable au système, qui s'étend à assurer ainsi les conditions de sa survie. La croissance est cancéreuse. La profusion de produits de consommation plus ou moins inutiles ne fait que compenser fantastiquement de nouvelles pénuries: l'espace, le temps, l'air pur, l'eau, le silence, autrefois gratuits et disponibles, et qui sont aujourd'hui le privilège des nantis.

Logique sociale de la consommation

Pour dissiper les illusions comptables sur la croissance économique, il convient de resti-



tuer les données quantitatives à une logique des significations sociales. L'idéologie égalitaire du bien-être se base sur le fait que la société consomme une quantité croissante de produits superflus par rapport aux besoins vitaux. Mais la distinction entre les besoins réels et les besoins factices est aberrante. Car les besoins font système dans le cadre d'une logique de concurrence et de différenciation sociales. On ne consomme pas d'abord un objet pour sa valeur d'usage, mais comme un signe distinctif, par lequel l'individu s'affilie à son groupe social — ou se démarque par rapport à lui et par référence à un groupe supérieur. La publicité stimule constamment les besoins par rapport à l'offre des biens, en maintenant une tension pénurie et en accroissant la paupérisation psychologique. La consommation est donc à l'opposé de la jouissance: elle constitue un système inconscient de contrainte sociale et de frustration, que le consommateur vit hallucinairement comme gain et liberté.

Il y a donc un code des significations sociales des objets, mais un code que les individus pratiquent différemment selon leur dialecte de classe. Le salarié au volant de sa Toyota-pneus-à-clous enrage dans les embouteillages, tandis que le p.d.g. se rend triomphalement à son bureau sur un vélomoteur! En passant de la richesse ostentatoire à la dis-

crétion surostentatoire, ce dernier se différencie plus subtilement encore. Les biens de consommation n'ont pas de sens par eux-mêmes, mais dans la configuration ou dans la perspective sociale dans laquelle ils s'inscrivent. Il y a ceux qui sont condamnés à la consommation passive comme à la limite de leurs chances sociales, et ceux qui, détenant les biens les plus rares, à savoir l'information et la responsabilité, peuvent accéder à une pratique plus fonctionnelle des objets. Le critère des biens consommés n'est donc pas décisif: la démocratie du standing ne fait que masquer l'inégalité réelle, qui est celle du savoir, de la culture et surtout de la participation aux décisions.

La culture consommée

La culture apparemment démocratisée qu'on nomme "culture de masse" est elle aussi largement déterminée par une valeur d'échange social. Son contenu n'alimente pas une réflexion théorique et critique, une pratique autonome, une réappropriation de l'individu par lui-même, mais il répond à une demande concurrentielle de signes qui valent comme des discriminants sociaux. Les jeux télévisés sont exemplaires à cet égard: ils ont pour ressort l'archétype de l'examen. Ils n'engagent pas la réflexion, mais un temps

de réaction. Ils se réfèrent à un corpus irrationnel de reminiscences scolaires et de signaux intellectuels de mode, ce corpus est en constant remaniement et il appelle un recyclage permanent. Bref, les jeux télévisés ont pour fonction d'afficher le standing socio-culturel du participant; ils représentent l'archétype du consommé culturel, qui agglomère des connaissances fragmentaires et obsolescentes dans l'unique perspective du prestige social.

Culture et répression du corps

Le corps a été libéré, mais au même titre que la force de travail, pour devenir une nouvelle valeur d'échange dans le système des discriminants sociaux, en tant que signe concurrentiel de prestance. Le corps "libéré", le plus bel objet de consommation, devient en réalité un objet menaçant qu'il faut surveiller et qui requiert de constants investissements économiques (cosmétiques, accessoires, minceur, bronzage, vacances etc...). La seule pulsion vraiment libérée, c'est la pulsion d'achat. Au passage, Baudrillard fait justice de toutes les théories de la "motivation" qui présentent les industriels et les publicistes comme de modernes Machiavels jouant avec

l'inconscient des consommateurs. En vérité, le matériel érotique qui nous environne n'est ni symbolique, ni fantasmagorique, mais hyper-sophistic. Il est à la sexualité ce que le feu de bois artificiel est au symbole du feu. La multiplication des signes culturels de la sexualité représente une censure ou une dénégation de la vérité subversive du désir et de la jouissance.

Publicité et mystique de la sollicitude

Baudrillard fait justice également de toutes les théories sur la manipulation publicitaire et sur les motivations inconscientes qu'elle est censée susciter. Ce qui est déterminant, ce n'est pas tant l'impératif publicitaire et ses connotations, auxquels nous résistons de plus en plus: C'est l'existence même de la publicité en tant que système de sollicitude quasi parentale, engageant un processus de régression infantile. Ce n'est pas vous qui devez aimer tel ou tel objet de consommation, c'est l'objet qui vous aime, c'est le fauteuil qui épouse les formes de votre corps. A travers la publicité, l'individu consomme l'image d'une société gratifiante et protectrice. Ce qui détermine la pulsion à l'achat, ce n'est

pas la qualité réelle du rasoir ou du briquet, ni même la paire de fesses qui les accompagnent sur l'affiche, mais la participation magique à la fête universelle de la consommation. A travers la publicité, la société se fait maternelle pour mieux imposer ses contraintes, pour faire intérioriser ses normes, et, finalement pour faire l'économie de la répression.

Le stade suprême de l'aliénation

En définitive, toute la consommation se fonde sur la croyance magique en la toute-puissance des signes. Elle conjure le réel dans les signes du réel. Toutes les valeurs qu'elle exalte ont une fonction de dénégation. Elle rend un culte à la famille dans le temps même où celle-ci se désagrège, elle divise le corps pour mieux le traquer et le contrôler, elle magnifie la nature dénaturée par les promoteurs etc... L'abondance elle-même n'existe pas, mais elle se consomme dans la multiplication des signes de richesse et de prestige. Le sujet de la consommation, ce n'est pas le consommateur, mais l'ordre des signes, le système de contraintes matérielles, morales et psychologiques qui intègrent le consommateur à l'ordre social.

contestation orthodoxe.

Le capitalisme. Il n'est pas la cause première et unique de notre oppression. Les femmes ont sans doute été bannies, hafouées, reléguées dans les greniers du pouvoir bien avant que Louis XVI n'ait été décapité. Nous n'entrerons pas maintenant dans le sujet.

Mais depuis que dans la hiérarchie sociale, le producteur de valeur d'usage a été dépassé par le producteur de valeur d'échange, depuis que l'ouvrier a remplacé le paysan, depuis que le capital a prélevé l'homme de l'unité productrice qu'était la famille paysanne, la femme, réduite, dans la division du travail, à n'effectuer que des tâches non monnayées, donc sous-estimées socialement, a perdu partout le pouvoir: dans la famille puisqu'elle ne disposait plus du principal instrument de sa reproduction, l'argent; et dans la vie sociale puisqu'elle n'était pas dans les seuls lieux où s'exerce le pouvoir, le pouvoir des patrons comme le pouvoir des ouvriers, les lieux du travail salarié.

La famille n'est plus qu'un moule idéologique

Pourtant, on peut considérer que le rôle actuel de la famille prolétarienne, autant que le rôle de la femme de travailleur salarié, dans la société capitaliste en développement, est temporaire. La famille, de fait, a éclaté dès le moment où l'homme est allé chercher à l'usine les moyens de sa subsistance. (La famille bourgeoise, elle, s'articule autour des restes de la propriété—pas encore anonyme—et trouve encore son fondement matériel dans la retransmission de la propriété). Mais si l'idéologie familiale est encore utilisée, c'est que le capital ne peut pas trouver, imaginer, réaliser pour ses esclaves une forme de regroupement qui corresponde mieux aux réalités matérielles qu'il tente d'imposer. D'abord limité à la production de marchandises, le capital s'est peu à peu élargi au point de dominer maintenant la presque totalité des activités nécessaires à la vie et à la reproduction de la vie. Il a eu besoin de la ménagère pour effectuer toutes les tâches nécessaires à cette reproduction dans les moments où il ne pouvait se permettre, en raison de l'état des forces productives, de les prendre en charge lui-même, moyennant profit. Mais il a peu à peu grignoté sur ce travail, qu'il appelait "spécifiquement féminin", il a fait entrer dans le secteur socialisé, il s'est en somme approprié le travail des femmes pour en faire un secteur rentable, qui a rendu non rentable ce même travail effectué de manière parcellisée dans chaque foyer, par chaque ménagère séparément. Le capital s'est servi des femmes pour nourrir ses producteurs avant d'installer partout des cantines payantes. Il leur a demandé de tricoter les chaussettes des travailleurs avant de faire du tricotage ménager une activité de luxe tellement peu "rentable" qu'elle est dorénavant réservée aux après-midi des bourgeoises conquises par le do it yourself. Le capital produit lui-même des confitures mais il laisse à grand-mère le rôle combien poétique et combien consolateur de régaler ses petits-enfants, chaque dimanche, avec des pots de gelée-maison. Il prend en charge la vaisselle, la lessive, les repas "Findus cuisine pour vous", les cré-

ches, en faisant à chaque fois payer aux femmes, aux familles, aux travailleurs, le prix de cette "libération". Les capitalistes au pouvoir utilisent encore la ménagère pour lui faire accomplir gratuitement tous les services qu'il n'a pas encore socialisés ou qu'il a socialisés à des prix tels que les travailleurs et leur famille ne peuvent en "bénéficier". Mais leur projet économique consiste, dans le fond, à étendre leur emprise jusqu'à ces derniers bastions de l'activité féminine. Il aura ainsi totalement déplacé la division du travail entre les hommes et les femmes, et les femmes seront une nouvelle fois perdantes: elles ont perdu au moment où la division passait entre travail ménager et travail salarié, elles perdent encore lorsqu'elles deviennent elles-mêmes salariées car elles n'ont accès qu'aux postes dévalués ou sous-évalués: le capital profite de leur propre histoire.

Les femmes sous-chefs

Parallèlement, le groupe familial se reconstruit autour de la femme, baptisée "manager" de la consommation. On lui attribue un rôle spécifique de consommatrice fondé non pas sur ses activités mais sur sa "nature", sa "féminité". Pour orchestrer la consommation, le capital a besoin de sous-chefs: ce sont les femmes, chargées, pour quelque temps encore, de conserver une certaine cohérence à la cellule de reproduction de la force de travail. Mais les grands maîtres de notre société, les technocrates de l'aventure capitaliste ne cachent pas qu'ils ont besoin d'individus consommateurs plutôt que de groupes consommateurs. Ils se sont d'ailleurs mis à vendre trois postes de télévision par famille pour que chacun puisse jouir de ses propres programmes!

Où est donc cette famille prolétarienne? Quelles sont ses bases matérielles, ses intérêts propres de famille puisqu'elle n'a même aucun héritage à transmettre?

La famille n'a plus qu'une tâche historique répressive. De par le rôle qu'elle attribue à chacun, et les rapports hiérarchiques qu'elle instaure entre ses membres, elle perpétue un ordre social fondé sur des valeurs conservatrices, féodales même, qui n'ont en soi aucun fondement mais dont la pseudo-cohérence est

indispensable au maintien de l'ordre social. Le mariage est encore pour beaucoup la seule forme d'insertion de l'individu adulte dans la société. C'est lui qui maintient encore l'homme et souvent la femme dans le travail salarié parce que les enfants ne sont pas pris en charge par la collectivité (ou partielle-ment). La famille crée les rapports d'infériorité à supérieurs, entre les parents et les enfants, rapports autoritaires d'obéissance. Elle crée des "devoirs sociaux" qui sont la meilleure garantie pour les patrons qu'ils retrouveront chaque matin leurs effectifs complets de travailleurs devant la porte de l'usine ou du bureau.

On peut cependant prévoir, pour faire de la fiction, que le but final du capitalisme est de socialiser et valoriser sur le marché ces derniers devoirs, vestiges d'un système mal-achevé de production.

La socialisation du capital et l'éclatement de fait des structures de la famille laissent apparaître des individus isolés, sans possibilité d'identification satisfaisante les uns par rapport aux autres, seuls. Mais enfin capables de chercher des formes nouvelles, peut-être révolutionnaires, de regroupement. La solitude des grands ensembles et des super-marchés, image chère aux dissertateurs bourgeois désillusionnés, a été propice à la conscience révolutionnaire. La ville capitaliste a montré aux femmes combien elles étaient coupées les unes des autres et comment cette coupure profitait aux super-marchés. Elles ont été brutalement saisies par l'individualité que le capital leur donnait et contraintes de l'assumer. Elles ont donc cherché à gagner une nouvelle autonomie en critiquant immédiatement le cadre hiérarchique dans lequel la société mâle les maintenait.

Le mouvement de libération des femmes s'est répandu comme une trainée de poudre dans tous les pays développés. Constitué par les femmes les mieux armées pour avoir prise sur la réalité, les moins engluées dans leur rôle traditionnel, par des étudiantes essentiellement, petites bourgeoises dont les marxistes orthodoxes et chauvins ont critiqué la "malheureuse origine de classe" (nous n'épargnerons pas ces faiseurs d'histoire obtus), il a eu



Le mouvement de libération des femmes a déjà fait parler beaucoup de lui. Nous sommes entrées dans le présent de la révolution. Plus aucun homme qui ose se dire "progressiste" ne manque de considérer notre "problème". Nous avons gagné une parcelle de la conscience encore malheureuse des révolutionnaires. C'est devenu une faute de ne pas nous comprendre. La preuve qu'on ne nous a pas encore comprises.

Eclaircissons donc encore notre langage, notre révolte, nos perspectives...

Le MLF est né au moment où les femmes commençaient à se faire prendre dans l'état capitaliste, qui tend à leur imposer un rôle de ménagères-consommatrices que la logique du capital lui-même rend insoutenable. En face, alternative combien lumineuse, les sirènes marxistes orthodoxes, traditionnelles ou gauchistes, sussuraient aux femmes, comme si tout se passait à l'usine ou dans l'ORGANISATION, le doux refrain de la lutte "au niveau de l'infrastructure". (Pour explication, s'adresser aux avant-garde de classe pendant la prochaine manif.)

Quel choix mes sœurs!

Avec un bon sens qui ne manquera pas d'honorer le mouvement communiste mondial, nous rejetons et le capitalisme et la



comme première tâche le regroupement de toutes les femmes, qu'il a vainement tenté de définir comme "classe" ou comme "caste". D'innombrables débats sur ce thème, aussi académiques qu'inutiles, qui ne cachent que la farouche volonté des femmes de s'identifier dans un mouvement, ont animé pendant des jours et des mois les MLF internationaux. Puis il a fallu désigner l'ennemi: l'homme, le capitalisme ou les deux à la fois.

Nous avons cherché chez Marx ou Engels le moindre signe d'une direction possible. Exceptés quelques phrases géniales, ces chers hommes sont plus féconds sans d'autres sujets. C'est normal, ils étaient de leur temps.

Nous avons donc cherché nous-mêmes. Nous nous sommes permis les pires excès, les Américaines ont fait la grève de l'amour pour mieux rayer l'homme de leur existence et les féministes européennes ont quelquefois reporté la question à plus tard, confiant au "socialisme" le soin de sauver la femme.

A vrai dire, nous ne savons encore pas grand chose de nous-mêmes: le mouvement est extraordinairement vaste, diversifié, éclaté parfois. Il a produit une immense quantité d'ouvrages, sans trouver une synthèse capable de rassembler toutes ces révoltes dans un projet plus clair. Comment désigner l'homme comme ennemi alors que nous ne connaissons pas les mécanismes qui ont fait de lui le maître de nos vies; mais comment attendre des révolutionnaires mâles que leur révolution change quelque chose à l'oppression qu'ils exercent sur nous?



La lutte pour l'autonomie

Le problème n'est-il pas ailleurs? Ce ne sont pas les femmes seulement qui ont à trouver une nouvelle forme d'autonomie dans la société future et dans leurs luttes actuelles, mais aussi les jeunes, qui s'émanci-

pent de l'autorité paternelle. *Le problème de la femme est spécifique dans son fondement, il n'est pas spécifique dans son devenir.* L'homme aussi cherche une autonomie en dehors du couple, de la famille. La "responsabilité familiale" lui paraît de plus en plus étrangère. C'est vrai, les pères abandonnent. Les bourgeois s'en plaignent...

La société nouvelle pour laquelle nous nous battons, qu'on la baptise ou non communiste, devrait être organisée de telle façon que chaque individu trouve la place d'exister sans esclavage. Pour cela, il faut détruire tout ce qui soumet la liberté d'être à la logique de la rentabilité, tout l'appareil mis en place dans le seul but de situer chacun là où il rapporte le plus aux propriétaires de capital, qu'il soit privé ou d'Etat. Et pour cela, les femmes expriment leur propre contestation: refusant d'être des jouets aux mains du pouvoir, à qui l'on n'accorde le droit au travail, le droit à la consommation, le droit à la maternité ou à l'avortement, le droit à la "libération" par l'électroménager, le droit aux crèches, le droit à l'amour et à la pilule, le droit à la politique lorsqu'on est bien sûr que tous ces petits et grands droits sont compatibles avec l'ordre ou qu'ils le perfectionnent.

Ne plus payer pour vivre

La contestation des femmes qui dénoncent cette "libération payante" rejoint celle de tous ceux qui refusent l'emprise du capital sur tous les aspects de leurs vies publique ou privée. C'est en cela qu'apparaît l'inutilité de définir les femmes comme classe ou caste, possédant les clefs de leur propre futur. La révolte des femmes n'est en somme qu'une garantie que la révolution qui se fera ne reproduira plus les hiérarchies entre hommes et femmes, entre jeunes et vieux, productifs et improductifs. Elle est une composante de ce mouvement qui ne se donne pas pour but de gérer la croissance capitaliste au nom du prolétariat sans rien changer dans la nature, l'organisation et la destination de la production.

Les MLF ont brisé la coexistence pacifique signée par les patrons et le mouvement ouvrier sur le dos des femmes. Ils ont brisé l'emprise des marxistes orthodoxes qui ont annexé la femme pour la faire entrer dans les brumes de la stratégie marxiste-léniniste orchestrée d'avance par le jeu savant des avant-garde et des masses et ne voir en elle qu'une gréviste en puissance, une bonne travailleuse ou une honne révolutionnaire.

Mais pour l'instant, par leur organisation, leurs mots d'ordre, leurs préoccupations, les MLF souffrent d'un auto-centrisme qui leur bouche la vue d'un mouvement dont ils sont de fait l'un des protagonistes les plus solides mais dont ils oublient les autres composantes.

Le regroupement tactique des femmes, aussi juste et nécessaire qu'il soit, ne devrait pas faire oublier que la révolution doit abolir l'homosexualité oppressive de cette société mâle, mais capitaliste-mâle. En vue d'une société où non seulement naître femme ne sera plus un handicap mais où les nouveaux-nés n'auraient pas à payer leur ticket d'entrée.

Madeleine Gemperlé



prisons: lettre d'un détenu

Encore une de tuée. Sur mon calendrier, je peux noircir une nouvelle case. Ça fait bientôt un mois que je suis bouclé dans cette tôle et un frisson désagréable m'invalait à la pensée de ce qui me reste à tirer.

LE PREMIER CONTACT

Le premier contact avec la prison n'est pas trop désagréable, en ce qui concerne votre condition matérielle seulement: la nourriture est presque bonne et si on n'est pas au secret, on partage sa cellule avec un, deux ou trois autres détenus. Le plus dur, c'est la coupure avec le monde extérieur. Car la police peut vous garder un, deux, trois... cinq mois au secret si elle estime que vous n'avez pas tout avoué ou bien si vous refusez de signer vos déclarations. Souvent la justice n'a pas de preuves pour vous condamner, ou pas assez, alors elle compte sur votre collaboration et plus précisément sur vos aveux. Même si vous n'êtes pas au secret, la justice vous enfermera préventivement, pour les besoins de l'instruction, mais surtout pour vous mettre en condition en vue de votre prochain passage au tribunal. Personnellement, je n'ai pas subi de sévices, mais plusieurs de mes amis ont été passés à tabac à Carl-Vogt, pendant des journées entières, pour les besoins de l'instruction.

Mais le temps de l'incertitude passé, déjà lui-même assez pénible, vient le douloureux moment, après le jugement du tribunal, où il faudra passer au pénitencier. Certains prisonniers n'hésitent pas à se mutiler afin de res-

" Il n'y a pas de bonnes prisons : il n'y a que l'arbitraire de ceux qui prétendent distinguer les innocents des coupables " : c'est par ces mots que s'ouvre le premier numéro de "Prison", journal du GIP, groupe d'information sur les prisons (1). Le groupe ajoute: " Nous ne voulons pas faire du réformisme. La prison est une des manifestations les plus intolérables des systèmes autoritaires. Nous devons faire sortir la parole des prisons. C'est en se sentant soutenus de l'extérieur que les détenus auront la force de s'organiser et de mener des actions visant à détruire l'institution pénitentiaire".

La lettre que nous publions ci-dessous va dans ce sens. Elle montre comment même à travers la banalité quotidienne des prisons, l'institution pénitentiaire peut détruire un homme.

Les informations encadrées qui l'accompagnent sont extraites de "Prison".

ter à St-Antoine, où on dit que les conditions de détention sont moins dures. Là-bas, pas de sport, pas de promenade en cas de pluie, cellule pas aérée, ou si peu, pas de travail pour tous les détenus.



LE TRANSFERT AU PENITENCIER

Le transfert de St-Ambèche à Bochuz s'effectue généralement dans un bus sans aération avec le chauffard de service qui vous fait partager les difficultés de conduite; et chaque cassis est apprécié à sa juste hauteur.

L'entrée de la prison est très impressionnante avec ses grilles de quatre ou cinq mètres de hauteur qui donnent un caractère supra-social à l'établissement. Une fois la grille franchie, commence la lente dépersonnalisation. Fini les "Monsieur", plus que des "Dupond", des "Savioz" tout court. Pour des questions de sécurité et pour vous humilier un peu plus, on vous fera passer à la douche, et, suivant les matons, une fouille plus ou moins intime sera effectuée. Il faut également quitter ses habits civils et endosser l'uniforme de l'établissement marqué aux initiales de la maison: EPO, qui se trouvent également sur votre chemise et sur vos genoux. Vous ferez

vos premières apparitions tout de blanc vêtu, ce qui est peut-être assez symbolique, mais également très pratique car en cas d'évasion vous serez encore visible à un kilomètre: vous vous détacherez sur le fond vert des champs.

Après avoir touché votre trousseau, on vous assignera une cellule assez miteuse, meublée d'un lit sans confort avec une paillasse. Une petite table et un banc sont fixés au mur et peuvent se rabattre. Dessus: deux pots en plastique d'un litre chacun. Pour boire votre café matinal, c'est assez écoeurant! Une belle assiette transparente, une fourchette et une espèce de couteau genre Opinel. Les premiers

temps tout cela ne vous sera pas d'une grande utilité, car la nourriture préparée pour les prisonniers est tellement dégueulasse que la gamelle entière ira à la boille aux cochons. Souvent c'est à se demander si la bouffe n'est pas préparée pour les cochons et donnée à goûter aux détenus. Votre premier réflexe sera certainement de vous étendre sur votre paillasse et de vous demander ce qui peut encore vous tomber sur la tête. Votre regard se portera sur l'unique fenêtre de la cellule et pour la première fois, peut-être, vous apercevrez ces quelques barreaux d'acier qui ne vous quitteront plus jusqu'à votre libération. Une grande anxiété alors commencera. Vos seuls refuges seront les rêves, les fantasmes et les activités sexuelles solitaires, peut-être quelques essais de rapports homosexuels très passagers.

L'ISOLEMENT

Pendant une dizaine de jours vous resterez seul dans votre cellule et les seules sorties seront les visites au toubib, à l'assistant social et au directeur. Le pasteur ou le curé viendra certainement vous voir. Le matin et l'après-midi on vous ouvrira la cellule un quart d'heure environ. Cet isolement est destiné à vous démoraliser complètement afin que vous soyez intégré à la prison et pour bien vous faire comprendre et sentir votre condition de sous-individu sans désir et sans initiative.

Cette épreuve sera déterminante dans le choix de votre attitude face à cette lente dégradation de l'individu provoquée par l'institution pénitentiaire. On peut soit s'écarter, soit se révolter. Dans ce cas votre révolte provoquera certainement la prolongation de l'isolement qui pourra même durer le temps de la peine. Le comportement le plus courant est l'hypocrisie: faire semblant de s'écarter tout en se promettant de se venger de toutes leurs saloperies.

Nouvelle appréhension: le transfert dans la cellule définitive, soit à l'arrestation, où les individus les plus dangereux sont internés, soit à l'emprisonnement réservé aux délits mineurs.

Personnellement j'ai été transféré à la colonie, où s'effectuent les peines d'emprisonnement et c'est de celle-ci que je peux parler plus particulièrement.

On quitte donc la réclusion où se trouvent les cellules des arrivants, et l'on gagne le cellulaire de la canne (colonie). Ici les cellules

(1) GIP, Case postale 167, 1211 Genève 4. "Prison" no 1: 5 décembre 1972.

sont renouvelées et chacun a droit à un WC, un lavabo, un lit presque confortable, une armoire personnelle et des barreaux fraîchement repeints.

Gros progrès en ce qui concerne l'organisation de l'espace pénitentiaire. Le bâtiment est partagé en sept divisions, chacune fermée par une porte de sûreté vitrée. Cet isolement permet de mieux contrôler les prisonniers et évite toute organisation et résistance collective. Du temps de l'ancienne disposition les communications étaient plus faciles et chaque incident visible de chaque cellule.

LE TRAVAIL

Le même jour vous serez affecté à une équipe de travail. L'isolement a aussi pour fonction de vous faire apprécier le travail car il permettra d'acquiescer une série d'avantages grâce à l'argent que vous aurez gagné. Plus vous gagnerez d'argent, plus votre "liberté" d'acheter des marchandises en sera augmentée. On redonne ainsi le sens des valeurs aux délinquants. Généralement on vous enverra travailler aux champs, ramasser les bottes de foin, arracher des betteraves, cueillir des pommes ou trier des patates pendant la saison froide. Tout cela au grand air.

En tous cas, sauf de rares exceptions, on vous mettra dans une équipe qui n'aura rien à voir avec votre vie professionnelle antérieure pour éviter les conflits de compétence. Ça fait moche de voir des détenus donner des conseils aux matons.

Tous les boulots sont inintéressants, ne demandent aucune qualification et ne préparent pas à une future réintégration. Exceptions faites de l'atelier de typographie à Bochuz et de l'atelier de peinture à la colonie. Car il faut bien se dire que les personnes incarcérées sont pour la plupart des citadins et ils n'ont rien à foutre de la culture maraîchère ou de l'élevage des poulets...

L'INTEGRATION

Votre première soirée sera certainement agitée, mais, avec le temps, vous vous calmez. Il faut souligner le fait que chacun est seul dans sa cellule, pour manger également. Certains apprécieraient peut-être cette solitude, mais dans de telles conditions, où la frustration est entière, aussi bien physique que sociale, la plupart des détenus en souffrent terriblement et sont mutilés pour le restant de leur existence. Passer plusieurs années sans aucune vie sociale provoque des séquelles irréversibles. 80 % des détenus environ récidivent inmanquablement.

Au fil des jours, vous commencerez à vous intégrer à ce monde sans joie et sans espoir, si ce n'est celui de la libération. Vous connaîtrez toutes les petites et grosses combines: comment acheter ou vendre au marché noir. Cela est indispensable car les dix francs disponibles devront servir à acheter votre tabac, votre café, votre dentifrice, votre savon, votre papier-cul, etc., et également tous les aliments nécessaires pour remplacer la bouffe merdique et le tout au même prix qu'à l'extérieur. Il faut également préciser qu'aucun colin ne peut être envoyé de l'extérieur, sauf à Noël ou à Pâques, périodes pendant lesquelles vous

êtes autorisé à recevoir un paquet de cinq kilos. Le seul argent disponible est celui que vous gagnez par votre travail, environ 95frs par mois, dont la moitié est bloquée et rendue à la libération. Il faut noter également que ce salaire devrait suffire à payer les frais de justice et d'avocat, environ 5000 francs, et permettre le remboursement de l'argent indument gagné et des dégâts éventuels. On comprend dès lors très bien que la plupart des délinquants ne supportant pas de voir la presque totalité de leur salaire servir à rembourser leurs dettes préfèrent rester dans l'illégalité et récidivent.

Peu à peu, vous tâcherez de vous habituer aux mesquineries qui rendent la vie en prison

intolérable, notamment le chantage quotidien exercé sur le détenu, la menace du refus de la conditionnelle aux détenus indisciplinés ou simplement grossiers. Ainsi que le fait d'être continuellement surveillé et contrôlé, d'être toujours fermé à clé, de ne jamais pouvoir prendre d'initiative. Pour aller aux loisirs, par exemple, il faut pendre sa piquette à un crochet qui est placé en-dehors de la cellule. Si vous oubliez de le faire avant que le maton ferme votre porte, vous n'irez pas aux loisirs ce soir-là. La privation de loisirs ou de cantine peut être ordonnée par le sous-directeur, si vous avez contrevenu au règlement, parlé à la fenêtre, par exemple.

Prison de Saint-Antoine, Genève, 26 août 1972

Louis Gaillard, depuis trois ans en détention préventive, commence une grève de la faim "pour tous ses camarades détenus" dans les pénitenciers de Suisse romande. "Le droit pénal n'est pas respecté lors de l'exécution des peines, particulièrement dans les établissements pénitentiaires de Bochuz et de Bellechasse", dit-il; il critique aussi les conditions de nourriture et l'existence de cachots.

Gaillard connaît bien ces prisons pour y

avoir passé plusieurs années. A Saint-Antoine sont effectués les peines de courte durée (jusqu'à trois mois) et les détentions préventives. Les condamnations plus longues s'effectuent dans les pénitenciers; à "Bochuz" ou plus exactement aux Etablissements de la Plaine de l'Orbe sont regroupés les condamnés de Suisse romande, pour la réclusion à Bochuz, pour l'emprisonnement simple à la "colonie".

Etablissement de la Plaine de l'Orbe, mi-octobre

A la suite d'articles de journaux sur la grève de la faim que poursuit Gaillard, les prisonniers cherchent à faire une action de solidarité. Ils parviennent à transmettre à l'extérieur une lettre ouverte signée par 62 d'entre eux, qui reprend et développe les critiques de Gaillard.

Une semaine plus tard, une pétition au Grand Conseil genevois sort de Saint-Antoine.

Par la difficulté de communiquer entre les cellules, elle n'est revêtue que de quelques signatures, mais on sait qu'elle a circulé.

La lettre ouverte des EPO n'ayant eu aucun résultat, hormis les déclarations des autorités judiciaires et pénales que chacun a pu lire dans la grande presse, ce sont 150 détenus qui envoient le 7 novembre une pétition au Conseil fédéral.

Etablissement de la Plaine de l'Orbe, 27 novembre : grève

Colonie. Lundi matin à 4 heures, les quatorze détenus qui s'occupent des vaches refusent d'aller au travail pour les motifs suivants: — le souper du dimanche soir était immanquable, comme à l'ordinaire; — la direction des EPO refusent de leur donner quoi que ce soit à manger avant le déjeuner de 7 heures, malgré des demandes répétées.

La direction, immédiatement mise au courant par les gardiens, donne l'ordre aux détenus de réintégrer leurs cellules. Après le passage de membres de la direction dans chaque cellule, promettant de donner dorénavant du pain et du fromage aux vachers avant qu'ils se rendent à l'étable, 10 prisonniers acceptent de reprendre le travail. 4 persistent à refuser, car ils se rendent compte qu'ils vont être à nouveau bernés.

Un fourgon cellulaire est alors appelé pour évacuer immédiatement les 4 prisonniers,

sans affaires personnelles ni bagages, peut-être vers la prison du Bois-Mermet à Lausanne. Peu après, les gardiens viennent visiter les cellules. A dix heures, tout est rentré dans l'ordre.

Pénitencier. Lundi après-midi, les deux tiers des prisonniers — une centaine d'hommes — refusent de reprendre le travail si la nourriture n'est pas améliorée:

- certains détenus de l'équipe de cuisine urinent dans les marmittes;
- les repas sont très mal préparés (même à partir d'aliments convenables);
- le chef de cuisine a de l'eczéma sur les mains et les bras et prépare la nourriture sans gants.

Après avoir parlementé avec la direction et obtenu que l'équipe de cuisine soit remplacée par des volontaires qui peuvent faire des rapports sur ce qui se passe dans les cuisines, les prisonniers reprennent le travail.

En ce qui concerne votre perfectionnement, vous aurez peut-être la chance d'être parmi la douzaine de privilégiés (sur 80 environ) à suivre le seul cours de la colonie, la dactylographie, une heure et demie par semaine. Ou bien vous décidez d'apprendre une langue. Pour cela vous devrez acheter des cassettes et un lecteur au prix approximatif de 150 frs. Comment les payer? C'est très simple, il vous suffira de ne plus cantiner pendant trois ou quatre mois: plus de café, plus de tabac, plus de savon, etc... Autre solution: confectionner des cornets. Je m'explique: pendant presque toutes vos soirées et vos week-end, vous collecterez des feuilles de papier qui formeront des cornets. Pour mille cornets collés, ce qui demande à un détenu expérimenté environ un week-end de travail, vous toucherez une somme de 14 francs en moyenne. Ce travail nécessite une grande capacité d'abrutissement et donne lieu chez tous les détenus à un mercantilisme poussé: échange de cornets terminés contre du tabac ou autres denrées rares. Ces cornets seront vendus à des entreprises privées et le responsable de ce commerce, indépendant de l'administration pénitentiaire, prélèvera un bénéfice coquet.

On pourrait parler encore longuement de la vie en prison, citer d'autres exemples de mesquineries, de vexations de toutes sortes, parler des prisons dites de haute sécurité, (Torberg entre autre) où les détenus récalcitrants sont envoyés. Mais il faut bien se rendre compte que cela ne suffit pas. Ici en prison, on essaie de lutter, avec nos faibles moyens. On a discuté ensemble de ces problèmes. On a déjà envoyé une lettre le 20 octobre de cette année aux chefs des Départements de Justice et Police, elle est restée sans réponse. On vient d'envoyer une pétition, au Conseil Fédéral, signée par 150 détenus des Etablissements de la Plaine de l'Orbe, laquelle est restée sans réponse.

Par contre, les mesquineries, elles, s'accroissent. Les gardiens passent leur mauvaise humeur sur nous, mais nous ne leur en voulons pas trop. Ce que nous voulons dénoncer, c'est surtout l'institution pénitentiaire, et ceux qu'elle sert, c'est-à-dire les patrons, mécontents de voir une partie de leur main-d'œuvre échapper à leur contrôle, de voir les "voleurs" refuser d'être exploités, utilisés. En France, pour dénoncer les meneurs de grèves, les patrons, avec l'aide de leurs larbins, viennent embaucher à la sortie des prisons.

Toutes les réformes qui pourront être faites n'empêcheront pas la délinquance, car tant que l'exploitation de l'homme sera légalisée, la révolte et les révoltes existeront.



VALPREDA

le fascisme dans la démocratie

Valpreda est en prison depuis plus de 1000 jours. On a découvert avec certitude que ce ne sont pas les anarchistes mais les fascistes qui sont responsables des attentats de 1969 contre le train, la foire de Milan et la banque de l'agriculture de la Piazza Fontana de Milan. Valpreda est cependant toujours en prison.

Depuis que le défunt Calabresi et Provenza, chef et sous-chef de la police politique de Milan ont jeté les anarchistes en prison, l'extrême-gauche a proclamé leur innocence.

Il a été difficile de faire admettre aux démocrates et à la gauche officielle l'horreur des machinations politiques qui se cachaient derrière cette sombre histoire. Et pourtant, dès que les événements furent éclairés par la contre-information, l'édifice du silence s'écroula: la magistrature perdit son honorabilité, la justice, la police, le gouvernement sont compromis. Derrière les institutions bourgeoises, la police, alliée aux fascistes, exerce toute la violence dont elle est capable contre la classe ouvrière. La démocratie est manipulée par la police. Ce n'est pas le fascisme, c'est pire que le fascisme parce que ça s'appelle encore démocratie.

Un rappel des faits:

Au début de 1970, après l'attentat de la banque de l'agriculture, le juge milanais Stiz prouve l'existence d'une cellule fasciste à Padoue, formée notamment par Freda, Ventura et reliée à Pino Rauti, membre dirigeant

du MSI. Les responsabilités de cette cellule terroriste dans l'attentat sont établies. Stiz est déplacé de la section pénale à l'activité civile. Valpreda attend un procès.

Lorsqu'il s'ouvre enfin à Rome, en 1972, on découvre un vice de forme: le juge romain n'a pas la compétence territoriale pour statuer sur cette affaire qui s'est déroulée à Milan.

Valpreda, en prison, doit encore attendre.

Le procès est alors déplacé à Milan une nouvelle fois. Mais le procureur de la République de Milan, de Peppo, demande que le procès ne se tienne pas à Milan, pour des questions d'ordre public...

Il n'y a plus de juge pour ce procès, plus d'autorité compétente pour demander la libération provisoire de Valpreda. Pourtant, les faits imputables aux fascistes s'accumulent. Le juge d'Ambrosio, de Milan, a découvert de nouvelles preuves contre Freda et Ventura: les mécanismes d'horlogerie qui ont fait sauter les bombes de tous les attentats ont été achetés en Italie dans une usine qui les fabrique sous licence allemande. Dans la période des attentats, cette fabrique a vendu 58 mécanismes: 8 à des acheteurs divers et 50 à Freda, qui avoue les avoir acquis pour le compte d'un colonel des services secrets algériens. "Je travaille pour les Arabes" déclare ce fasciste antisémite. Pour connaître la vérité, d'Ambrosio trouve la meilleure source: les services secrets israéliens, qui

son bien sûr en mesure d'affirmer que le colonel en question n'existe pas et qu'en plus, aucun des attentats terroristes commis dans les dernières années au Proche-Orient par des Arabes n'a utilisé ce mécanisme d'horlogerie.

D'Ambrosio peut encore prouver qu'une boutique de Padoue a vendu, peu avant le 12 décembre 1969, quatre porte-documents noirs, semblables à ceux dont on a retrouvé les traces dans les quatre attentats de la banque de l'agriculture, de la banque de Rome, du monument à Rome et d'une autre banque de Milan. Dans cette dernière, la bombe n'a pas explosé: MAIS LA POLICE L'A FAIT EXPLOSER! Pourquoi? demande d'Ambrosio, alors qu'il aurait été si simple de la désamorcer et d'analyser les pièces. Justement!

C'est Allegra, le commissaire milanais, qui l'a fait exploser, après avoir pris soin de détacher de la serviette noire un morceau de ficelle qui aurait permis d'en retrouver l'origine, et de perdre cette preuve précieuse.

Allegra a perdu la preuve!

D'Ambrosio est fixé. Il porte plainte, compromettant la police entière, contre Allegra pour soustraction de preuve, contre le sous-chef de la police italienne, directement relié à Rumor, pour camouflage de l'expertise de la fabrique allemande de porte-documents qui déclarait que ces objets avaient bel et bien été vendus à Padoue et contre un haut fonctionnaire de la police pour avoir caché pendant trois ans le procès-verbal de déposition de la vendeuse du magasin de Padoue qui a vendu les porte-documents.

On se demande si d'Ambrosio ne sera pas déplacé de ses fonctions.

A ce stade de l'enquête, plus personne n'ose nier la culpabilité des fascistes. Les manoeuvres recommencent alors de plus belle, tandis que Valpreda croupit dans sa cellule.

Le procès est déplacé à Catanzaro car il y a dans cette ville du Sud, un président de tribunal qui accepte de juger l'affaire dans les nouvelles conditions que pose Rumor: certes, les fascistes sont pour quelque chose dans l'attentat, on ne peut plus les ignorer, donc au lieu de faire le procès des anarchistes, on fera le procès des extrémistes, Valpreda, Freda et Ventura. Pour en arriver là, on a cependant pris soin de retirer de l'affaire Rauti, le principal initiateur de l'attentat en le laissant élire à la députation du MSI fasciste lors des élections de mai. Ses deux sous-fifres serviront de têtes de turc.

L'intoxication est totale. L'ordre du Centre et la Démocratie chrétienne se raffermissent contre les "extrémistes coupables". En même temps, le MSI, Rauti député, est lavé de ses fautes!

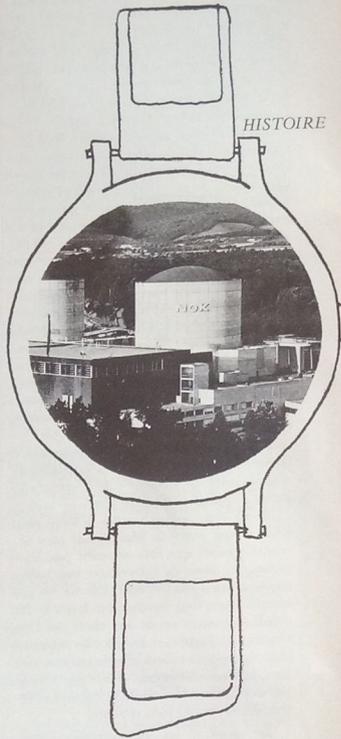
Depuis 1970, l'extrême-gauche a animé un vaste mouvement d'opinion, de soutien aux anarchistes accusés et de lutte contre la répression policière. Le 11 mars dernier, les rues des grandes villes italiennes étaient le théâtre d'une protestation nationale contre la répression. Ce mouvement, chez les démocrates, a pris récemment les formes d'une proposition de loi qui raccourcirait la durée de l'emprisonnement provisoire et le soustrairait à la discrétion du juge. Si ce projet était accepté par le parlement en dehors et avant l'entrée en matière sur la réforme du

code, Valpreda pourrait peut-être sortir de prison. L'enthousiasme de tous ceux qui croient à l'assainissement de la magistrature italienne est cependant en train de se dégonfler: en effet, Rumor vient de proposer un sinistre chantage: d'accord pour la loi sur la liberté provisoire, mais votez, Messieurs-Dames, cette autre petite loi que je vous demande en échange: le ministre du massacre réclame des moyens légaux pour que la police puisse enfermer tout citoyen sans qu'il ait rien fait, seulement sur la suspicion d'un policier qui pense qu'il pourra faire quelque chose contre l'ordre public. Rumor propose encore d'étendre cette loi à la possession d'armes, de telle façon que la police puisse pénétrer chez n'importe qui n'importe quand si un policier suppose que des armes (on ne définit d'ailleurs pas ce que sont les armes) sont cachées derrière la porte! En outre, on profite pour allonger de 48 à 96 heures la durée d'arrestation préventive pendant laquelle la victime est aux mains des seuls policiers (qui n'hésitent pas à la jeter par la fenêtre quand elle est trop gênante, voir Pinelli).

Il paraît que le fascisme, le vrai, celui qu'on décrit dans les livres, n'avait même pas cet arsenal policier. Et il ne prétendait pas s'appeler démocratie.

Les fascistes sont trop compromis dans l'affaire Valpreda. On libère donc volontiers, sous erreur judiciaire, le militant anarchiste, mais en s'assurant que l'on pourra en arrêter tant qu'on voudra et où on voudra.

Un militant trop fameux qui a fait trop de bruit contre 1000 autres qui mènent le combat révolutionnaire. Voilà le marchandage du ministre du massacre.



HISTOIRE

● La position d'E.O.S. (Energie Ouest Suisse), promoteur de la centrale nucléaire de Verbois, sur la nocivité des centrales nucléaires est simple et de bon goût: "les radiations émises par une centrale type Verbois (800 - 100 mégawatts) sont moins importantes que celles d'une montre-bracelet." E.O.S. affirme d'autre part que la radioactivité est à l'origine de l'évolution qui a abouti à l'homme, les centrales sont donc source d'évolution! Ce qui est à la fois absurde et contradictoire puisque les centrales, d'après E. O.S. toujours, n'émettent pas de radiations.

De fait, les dangers d'une centrale nucléaire sont de deux ordres:

1. Les risques d'accidents: Ils existent, bien que le risque d'explosion nucléaire soit nul: la centrale n'est pas une bombe domestiquée qui pourrait reprendre son autonomie et qui nous pèterait à la gueule en champignonnant un nuage radioactif. Mais une explosion classique (sur pression d'un gaz ou d'un fluide) cohoonnerait déjà pas mal la région avoisinante en dispersant le matériel radioactif. Mais si la Grande Dixence s'écroule, ce n'est pas forcément drôle non plus, même s'il n'y a que de l'eau derrière le barrage et que ce n'est pas nous qui sommes dessous.

Bien plus graves sont les dangers du fonc-

VERBOIS: l'atome c'est capital

DE LA CENTRALE QUI VOULAIT SE FAIRE PLUS PETITE QU'UNE MONTRE.

tionnement normal, toujours présents et considérés comme nuls par les promoteurs. On peut dire en effet que la station est une source primaire de radioactivité: c'est une source faible, mais n'allons pas dire qu'elle est plus faible qu'une montre. En revanche, la station émet toute une série de nucléides (éléments radioactifs), surtout gazeux, dans l'atmosphère. Certains de ces nucléides restent radioactifs très longtemps. Parmi ceux-ci, certains sont absorbés par l'homme (respiration, boisson, nourriture) et exercent leur action dans le corps humain. Le strontium 90, qui a les mêmes propriétés chimiques que le calcium, se fixe dans les os et irradie la moelle osseuse où se fabriquent les globules rouges, provoquant ainsi la leucémie (cancer du sang). C'est l'exemple le plus connu.

2. L'élimination des déchets. C'est un autre problème dont E.O.S. évite de parler en déclarant tout de go: "pour Verbois, pas de problème, on les expédie ailleurs". Ici on touche à un point fondamental: personne ne sait que faire des déchets dont le traitement est couteux, dangereux (émission de nucléides et de radiations) et dont le stockage est problématique: les immerger au fond des mers ou les enfouir au fond de vieilles mines, c'est agir comme des gamins en escamotant que la stabilité des lieux de stockage et la résistance des récipients sera en tout cas aussi longue que que les temps de vie de ces nucléides qui se chiffrent en siècles et en millénaires!

chaud chaud les neutrons

Les centrales nucléaires sont refroidies par l'eau des fleuves ou par l'air. Ces deux façons de procéder réchauffent soit l'air, soit l'eau et sont donc source de pollution thermique dont l'impact sur l'environnement, pour être invisible, n'en est pas moins très grave. Il faut bien se rendre compte qu'une centrale nucléaire qui produit 1000 M Watt électriques rejette dans l'environnement 200 M Watt thermiques puisque son rendement est d'environ 30%. Donc 70% de l'énergie nucléaire sert directement à réchauffer le milieu, ce qui rend malhonnête l'argument d'E.O.S. selon lequel l'électricité (mise à part celle produite dans les barrages hydroélectriques) est une énergie non polluante. C'est une énergie relativement propre lors de sa consommation mais pas du tout lors de sa production. E.O.S. en rajoute un peu trop en prétendant qu'on a besoin de cette énergie électrique pour lutter contre la pollution.

Si la pollution thermique est dangereuse c'est que l'équilibre thermique de la planète est délicat et mal connu. Donc, sans pouvoir prévoir quel sera l'effet global de l'augmentation générale de la température on sait déjà qu'une augmentation locale est suffisante

pour bouleverser la vie telle que nous la connaissons. Un exemple frappant: les poissons sont des animaux à sang froid dont la température interne dépend de celle du milieu. Même si beaucoup d'entre eux vivent au large, dans les eaux profondes, la plupart d'entre eux se reproduisent dans les eaux côtières peu profondes où ils trouvent les conditions adéquates: lumières, nourriture, algues pour accrocher leurs oeufs... Si la température de ces eaux monte à cause de fleuves pollués qui s'y déversent, la progéniture ne naît pas car le développement de l'embryon est stoppé ou suffisamment perturbé pour que le poisson ne puisse vivre. C'est déjà le cas dans certaines rivières et côtes américaines.

Mais tout cela pourquoi: la réponse d'E.O.S. est claire: "vous êtes tous coupables individuellement de l'accroissement des besoins d'énergie, nous sommes des techniciens, notre rôle est de répondre à ce besoin et non de le remettre en cause."

nous ne sommes pas tous coupables

D'après les statistiques qu'E.O.S. elle-même fournit, la consommation individuelle (consommation ménagère) n'est responsable que de 24% de la consommation annuelle à Genève. E.O.S. nous rappelle qu'elle est une entreprise de service public dont nous sommes tous actionnaires: il suffit donc de dire qu'on ne veut pas de la centrale et elle ne se fera pas! Essayez donc de crier dans votre salle de bain "je ne veux pas de la centrale" et allez voir le début des travaux en 1975 à Russin.

L'augmentation de la population ne peut pas non plus expliquer le doublement de la consommation d'électricité tous les 12 ans. La cause en est l'organisation du travail et de la vie quotidienne. Les outils (voiture, ampoules électriques, appareils ménagers) que nous utilisons couramment se détériorent de plus en plus vite: ce n'est pas le résultat d'un échec de la technique mais le fruit de recherches coûteuses pour les faire passer. Une fois fous, on en rachète d'autres.

Mais les outils ne consomment pas de l'énergie que lorsqu'on les fait fonctionner, ils en consomment quand on les fabrique, les emballage, les expédie et quand on fait de la publicité pour les vendre. Une partie croissante de cette énergie est de l'énergie électrique.

La création de besoins plus ou moins artificiels: la surenchère sur la High Fi rend une chaîne démodée alors que la nouvelle est si peu meilleure que la précédente qu'il faut des appareils de mesure électronique pour les distinguer!

Ces quelques points pour découvrir que ce sont les capitalistes qui à travers E.O.S. veulent s'assurer de nouvelles sources d'énergie,



dont ils ont absolument besoin, pour perpétuer leur domination. Il ne s'agit pas de cracher sur la technique source d'outils qui nous libère de certaines tâches quotidiennes ni même de condamner à tout jamais l'utilisation de l'atome, il sera toujours temps d'y revenir quand tous les problèmes techniques et écologiques seront résolus (si c'est possible).

Utiliser moins d'énergie cela veut dire collectiver ces outils plutôt que de les utiliser individuellement, d'autant plus qu'ils ne fonctionnent souvent que quelques heures par semaine (mixer, aspirateur, machine à laver). Moins d'objets, cela veut dire moins d'énergie pour les fabriquer. Mais ce n'est pas uniquement mettre en commun des machines; le capital peut se permettre cette collectivisation tout en ne cassant pas le rapport de consommation (comme au salon laivor).

Or ce rapport de consommation c'est pour nous qui le subissons, l'isolement. Il faut casser cet isolement qui va de pair avec voitures individuelles, appartement cubes, loisirs préfabriqués, villes invivables, relations humaines inexistantes ou artificielles, vidéos de toute fraternité.

Lutter contre la centrale de Verbois et contre la pollution en général, c'est refuser le discours des bourgeois qui posent ce problème seulement au niveau des spécialistes. Mêmes s'ils admettent dans une certaine mesure la contradiction apportée par des spécialistes peu orthodoxes (groupe 2002, CIALE).

Ils l'admettent à condition que le discours reste au niveau scientifique du comment et qu'ils n'abordent pas le pourquoi qui nous concerne tous.

A Genève, les seuls mouvements qui ont abordé de fait les problèmes d'environnement, de vie quotidienne, de structure de la ville sont les mouvements de quartiers, le Prieuré, le Comité d'action transport, mouvements; dont les pratiques amorcent une rupture concrète de l'isolement malgré l'impossibilité de situer et de généraliser leurs luttes aussi au niveau de la production et de son développement.

LE ZERO ET L'INFINI

la croissance change de cap

Les grands réformateurs du système capitaliste se sont mis à l'ouvrage. Leurs oeuvres, écrites et audio-visuelles, fleurissent les devantures de librairies, meublent les programmes de télévision, envahissent l'opinion publique pour lui donner cet espoir généreux dans la survie de l'humanité. Tous ces ouvrages intitulés pompeusement "halte à la croissance", "apprendre à être", "par delà la liberté, la dignité", tous ces Siccio Mansholt, Edgar Faure, tous ces intellectuels éclairés du Massachusetts Institute of Technology, tous ces instituts de la vie se sont alliés sur un programme universel de redressement du système: "on allait à la destruction, mais on s'en est aperçu avant, alors courage, repensons à un nouvel ordre".

Qu'il y ait chez ces penseurs, comme l'explique Bosquet dans un numéro du *Nouvel Observateur*, une conscience catastrophiste des menées capitalistes et de leurs conséquences destructrices ne fait pas de doute. Leur révolte "morale" propose toutefois des solutions soit atopiques, qui serviraient en fait de tous autres objectifs que ceux qu'ils visaient, soit parfaitement technocratiques.

Les petits mots de Siccio Mansholt

Le constat d'échec (on parle d'échec pour faire plus alarmiste), très global, s'énonce à peu près en ces termes: "Le monde" court à sa perte car "il" gaspille les biens naturels de la terre patrie par souci de croissance économique (suit la liste de tout ce qui s'épuise, de tout ce qui s'encrasse, liste hallucinante il est vrai). Or, la croissance économique ne fait pas le bonheur. Il faut réapprendre à vivre avec d'autres impératifs, remplacer peut-être la croissance du produit national brut par la croissance du bonheur national brut, formule la heureuse de Siccio Mansholt qui s'est établi là-dessus une nouvelle clientèle politique de désespérés conscients.

Il faut donc réorganiser disent ces Messieurs. Réorganiser la démographie mondiale,

pas plus de deux enfants par famille, sinon, c'est la catastrophe, surtout dans le Tiers-Monde; réorganiser la ville: les grands intellectuels bourgeois vont à Pékin voir comment c'est et en reviennent illuminés; réorganiser l'éducation, "apprendre à être", supprimer les inégalités d'instruction entre le Tiers-Monde et les pays développés et favoriser l'éducation permanente pour le bonheur de tous; réorganiser le travail: Mansholt, cette tête brûlée du capitalisme, s'interroge: "et si tout le monde n'avait pas envie de travailler! Donner à manger à tous les hommes de la terre, comptabiliser strictement les ressources naturelles (dans les mémoires géantes des grands trusts) régler internationalement la production industrielle, quantifier les valeurs qualitatives comme bien-être et le bonheur, pour les faire entrer dans un grand ordinateur de programmation universelle.

La liberté dans le contrôle

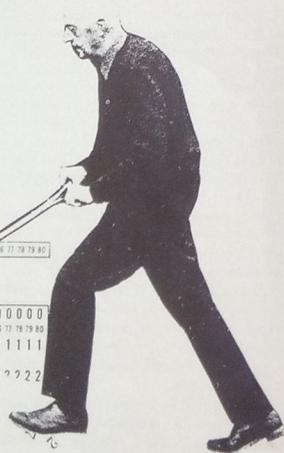
Voilà le projet de ces visionnaires dont l'un d'eux, pour mieux se faire entendre, n'hésite pas à redéfinir les concepts de liberté et de dignité: "La littérature traditionnelle de la liberté, dit Skinner, psychologue du comportement, a été acculée à proclamer tout contrôle mauvais et à donner une fausse représentation de nombreux avantages que l'on peut tirer d'un environnement social. Elle n'est pas préparée à la prochaine étape, qui n'est pas de libérer l'homme de tout contrôle mais d'analyser, pour les modifier, les types de contrôle auxquels il est exposé". Ce qui veut dire qu'il faut donc aussi réorganiser le contrôle de la "société" sur l'homme!

Enfin dévoilée, la préoccupation maîtresse de ces nouveaux idéologues: élargir, raffiner, universaliser le contrôle des propriétaires et des fonctionnaires du capital sur tous les hommes, employer si nécessaire la gamme des moyens techniques que la science, dite neutre, met à leur disposition, en terminer donc définitivement avec ce capitalisme

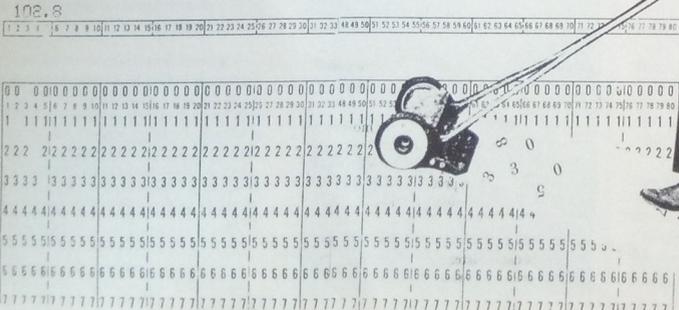
prédateur, créateur de tensions sociales incontrôlables, en vue d'un ordre supérieur universel qui ne doit pas échapper à la logique du profit. La "pollution" au sens large du terme, tombera naturellement sous leur emprise. Je cite Bosquet: "Les groupes les plus puissants auront conquis le monopole de la production et de la vente de l'air dépollué, de l'eau potable, des minéraux recyclés, de l'environnement préservé. Grâce à quoi un nouveau cycle d'accumulation pourra s'amorcer, fondé sur la capitalisation de la Nature elle-même, sur la subsumption par le capital de la totalité des facteurs et des conditions permettant la vie sur terre. La boucle sera alors bouclée; la loi du profit aura envahi les dernières enclaves de la nature; l'air lui-même sera devenu marchandise; le totalitarisme du capital sera parachevé et avec lui la monopolisation de l'économie".

Venons-en aux faits

Nos réformateurs sont évidemment en avance sur leur temps. Intellectuels prospectivistes, ils tirent les leçons des luttes de libération qui risquent d'ouvrir la porte au communisme, ils mesurent le poids des contradictions qui déchirent et affaiblissent le système impérialiste, ils savent imaginer les conséquences ultimes de la concurrence internationale fondée sur la croissance des produits nationaux bruts, ils anticipent la crise



Siccio Mansholt au gazon



dans la lutte pour la formation permanente, dans "l'école de demain", "l'aide au Tiers-Monde", la "politique des revenus" à base de minimum garanti et de sécurité sociale.

Ce Halte à la croissance marque donc la fin de la période d'engraissement capitaliste qui utilisait anarchiquement les facteurs de production tels qu'ils lui tombaient sous la main et le début d'une époque de planification mondiale, indispensable à la perpétuation du mode de production capitaliste. Il s'agit, pour le capital, de gérer la richesse acquise et de contrôler le développement en redéfinissant son hégémonie à tous les échelons.

Le club de Rome réorganise le monde en manipulant une fantastique prétention: mettre la dialectique sociale, économique, politique, sur cartes perforées traitables par ordinateur, tout cela au service des classes dirigeantes, seule réalité qui n'est pas mise en question. "Si l'on permet, dit encore Bosquet, aux grands monopoles de la récupérer, la lutte contre la pollution peut conduire au despotisme". Le cher Mansholt, refusant de poser de façon explicite, la question de la nature de classe de la société dont cette civilisation est le fruit, permettra une monumentale manœuvre de récupération de la part des despotes du capital.

Exemple pratique

Le capitalisme suisse: il n'a pas encore de raisons économiques de poser en termes alarmistes un mot d'ordre comme celui du MIT. Toutefois, la reconstruction qu'il est en train d'opérer s'inscrit également dans la recherche d'un autre type de développement, moins extensif, plus contrôlé dans l'ensemble de ses composantes, plus précisément orienté dans un plan en cours d'élaboration. En Suisse, on ne dit pas "halte à la croissance" mais on constate un ralentissement de la croissance, en même temps d'ailleurs qu'une augmentation effrénée de l'inflation. Et le capital est pris dans ce dilemme de devoir assurer sa propre croissance sous peine de mort, en évitant l'inflation. Le conseil fédéral bloque les crédits et les investissements, le VORT bloque les salaires. Tous s'entendent en plus pour pomper les revenus des travailleurs par l'intermédiaire de l'impôt et du salaire différé obligatoire, mesures qui ont le double



avant que ne vienne la crise, proposant la stagnation concertée et contrôlée avant qu'elle ne s'échappe à la stagnation anarchique.

"Halte à la croissance", c'est à la fois le remède contre le blocage des marchés et la maladie de la monnaie, et le revitalisant pour une croissance qualitativement différente et plus exclusivement dans les mains des monopoles puissants.

Mansholt, le plus humaniste de ces théoriciens de la catastrophe, a pris conscience de l'aspect destructeur de la croissance capitaliste. A coup d'exemples dont la juxtaposition est à coup sûr subversive, il démontre l'incévitable anéantissement de notre planète si le profit continue à régner en maître. C'est pourquoi il propose qu'on en finisse avec l'ère de Taylor: il faut qu'il y ait moins de voitures, qu'elles soient plus solides, qu'on ne gaspille plus, qu'on répare, que les Etats (c'est quoi au juste les Etats?) aient la maîtrise des investissements, qu'on aille au théâtre plutôt que de consommer ou de polluer. Les priorités doivent être ailleurs, il faudra rendre cette vie plus humaine, en égalisant les revenus... Un programme que les hommes de bonne volonté devraient prendre en charge mais on ne trouve pas d'hommes de "bonne volonté".

Le verbe et le fond

D'un autre côté, du côté où les pensées sont moins subversives mais moins réveuses, le capitalisme anglais, brandissant ce "halte à la croissance", bloque les revenus au minimum vital pour geler une consommation interne qu'il ne peut plus assumer. "Halte à la croissance", c'est le moyen que sont en train de se donner les bourgeois internationaux pour se remettre d'aplomb avant que leur propre système ne soit complètement bloqué. Leur appel angoissé à en outre des valeurs idéologiques assez puissantes pour entraîner l'humanité, riches et pauvres, exploités et exploitants, tous ensemble au coude à coude, dans la recherche et l'installation d'un nouveau mode de vie commune: tous se retrouveront dans la lutte contre la pollution,

avantage de servir de frein à la consommation et de fournir des fonds à la restructuration de l'économie. Tout cela sous couvert de la "qualité de la vie" dont Brugger se fait maintenant le défenseur. Le capital suisse ne peut plus simplement se reproduire et croître. Il doit encore chercher les voies d'un développement qualitativement supérieur qui ne néglige aucun aspect de la vie sociale.

La Suisse est donc confrontée à la problématique de la croissance non pas à cause d'un souci éthique ou moral mais à cause des échéances très pratiques qui se présentent à elle.

Si les gens du MIT sont payés par les trusts de l'automobile pour contester le gaspillage, ce n'est pas parce que la grâce est tombée sur la tête des patrons mais parce qu'ils doivent s'assurer que les moyens de production resteront bien et encore mieux dans leurs mains.

Quant aux révisos...

La réaction violente qui a secoué les partis communistes occidentaux devant ce remue-ménage bruyant est fondée sur la perception de l'emprise encore plus déterminante qu'acquerra leur ennemi juré: le MONOPOLE.

Et puis, les partis révisionnistes ont bien vu que ce "halte à la croissance" allait entraîner la dégradation de la situation économique de leurs électeurs: alors que de larges couches de travailleurs accèdent à la consommation de masse (par l'action revendicatrice de leurs syndicats, disent-ils), voilà qu'est contestée la consommation de masse, et la croissance qui améliorerait encore cette consommation de masse! Quoi, on demanderait donc aux travailleurs de faire des sacrifices?

Contre la stagnation, les bourgeois envisagent des sauts qualitatifs, les partis communistes de pierres politiques anti-crise. Ils sont en retard d'une longueur et demi, ils veulent gérer la croissance capitaliste mais ils se présentent comme de bien mauvais managers, car ils n'ont aucune solution propre au grave problème de la croissance. Et tout ce qui ressort de leurs protestations peut être assimilé à un refus d'une quelconque perspective de limitation de cette sacro-sainte croissance.

M.G.



Donner à manger à tous les hommes de la terre



la bataille du POINT

UNE POIGNEE DE CAMARADES CONTRE LE TRUST HACHETTE



Le 25 septembre dernier, deux nouveaux hebdomadaires paraissent en France. Tous deux s'appellent *Le Point*. *Le Point*, 8 pages lancé par le journal d'extrême-gauche *Politique-Hebdo*, fait l'historique de la presse d'extrême-gauche depuis mai 1968. *Le Point*, 124 pages dont 63 de publicité, lancé par le trust du livre, de la presse et de la distribution Hachette, parle de tout et de rien sur un mode UDR, un mode de droite.

Depuis, *Le Point-Hachette* continue à parler de tout et de rien, alors que *Le Point-PH*, dans chacun de ses numéros, analyse, décortique, dénonce les diverses faces de la grande entreprise de mystification de la presse bourgeoise: la puissance insolente et monopolisante du groupe Hachette ("la pieuvre verte"), la publicité et ses pressions ("la presse enchaînée"), la radio ("l'état capitaliste vous parle"), *France-Soir* ("fleuron du groupe Hachette"), les journaux à scandales (face cachée du même groupe), la tactique du fait divers ("faits divers et diversion")...

Mais pourquoi ces deux publications simultanées? C'est que les patrons de Hachette "viennent de voler un titre, *Le Point*, à son propriétaire belge pour lancer leur hebdomadaire gouvernemental dont l'existence sera brève, n'en doutons pas, mais dont la naissance a déjà coûté un milliard ancien!" (1)

"*Le Point*, né d'abord à Bruxelles, a été l'un des précurseurs de *Politique-Hebdo*. En 1969, après des avatars divers (2), il était brisé par deux interdictions successives de Marcelin, la première frappant la diffusion en France du journal belge, la seconde l'édition en France, par une société française d'un journal du même titre. Et voilà que le grou-

pe Hachette, décidant, avec les transfuges de *L'Express*, de lancer à coups de millions de francs lourds un hebdomadaire prétendument apolitique, en réalité étroitement lié à l'Elysée, n'hésite pas à marcher sur le cadavre du *Point* en violant les bonnes règles bourgeoises concernant la propriété des titres" (3).

Un procès a donc été engagé contre le propriétaire du titre, Jean-Claude Garot, et par *Politique-Hebdo*, qui avait loué ce titre pour des éditions régionales. Le 29 novembre, la première chambre du tribunal de grande instance de Paris a écouté les plaidoiries du géant et des "villains jojo chahuteurs". Les avocats de Hachette fanfaronnent, méprisent, mais ne sont pas très sûrs de leur fait: le trust a usurpé du titre de manière peu catholique, peut-être frauduleuse, et il le sait si bien qu'il a évité de diffuser son *Point* en Belgique, "pour éviter un autre procès".

Ce n'est pas par bravade ou par respect de la législation bourgeoise que nos camarades ont engagé cette bataille juridique: "C'est qu'il nous a paru nécessaire de montrer qu'il est possible de résister, disent-ils, et que, pour être, par cent tentacules, infiltrée dans l'Etat, Hachette n'a pas encore acquis le droit de faire la loi. Il nous a paru nécessaire aussi de saisir l'occasion qui s'offrait pour arracher les masques de l'apolitisme et de l'objectivité qui, cette fois encore, servent à duper des lecteurs que l'on veut conditionner et enrégimenter dans une majorité durablement docile et silencieuse." (4)

En outre, "l'intention politique, que notre *Point* entend proclamer fort, vise plus loin. Au moment où le pouvoir, enlisé dans

la boue des scandales, a, plus ouvertement que jamais encore, mis la main sur l'ORFÈ, l'extrême-gauche ne peut se désintéresser des opérations visant à étendre l'emprise de l'argent sur la presse écrite. La bataille pour l'information de l'opinion publique est une bataille essentielle" (3).

La presse française, dans sa quasi totalité, a gardé un pieu silence sur la bataille engagée contre Hachette. Et pour cause: l'emprise du groupe ne s'étend pas qu'aux journaux qu'il contrôle (*France-Soir*, *France-Dimanche*, *Elle*, *Réalités*, *Télé 7 Jours*, etc.) mais également à tous les autres, grâce au monopole presque absolu de la distribution que les NMPP (Nouvelles Messageries de la presse parisienne, contrôlées par Hachette) détiennent en France.

Même la presse communiste (*L'Humanité*...) a gardé un silence persistant: elle n'a sans doute pas supporté que ce soit l'extrême-gauche qui lance la bataille contre un trust qui contrôle en fait l'opinion publique et l'éducation (livres scolaires), qui vide le principe de la liberté de la presse de son sens, qui bloque l'essor d'une "presse réellement libre disposant d'une influence nationale importante".

Le jugement, attendu avec confiance par nos camarades, est fixé au 10 janvier.

1. "Hachette la pieuvre, témoignage d'un militant CFDT", Editions Gls-le-cœur, 1972.
2. Dont une édition internationale franco-belgo-néerlandaise, tirée à 100 000 exemplaires.
3. Editorial du *Point*, no 11.
4. Editorial du *Point*, no 1.



NOTES ECONOMIQUES

Avez-vous pensé à l'Espagne ?



Quintanilla

On exploitait déjà les oranges, le soleil, les plages. A force de voir arriver de toute l'Europe des caravans de forçats des vacances aoténiennes, les capitalistes franquistes ont pensé qu'ils pouvaient étendre leur champ d'exploitation et attirer non seulement le contenu (les protos) mais aussi le contenant (les usines) et le moteur du système (le fric). Pour cela, ils offrent les "ressources naturelles" qu'ils n'avaient pas encore songé à utiliser sur place: la main d'oeuvre bon marché, l'ordre de la garde civile. Pas de grèves, pas de revendications, on tire des ça qui bouge.

Et ça a donné cette annonce:

Tribune de Genève des samedi 18 et dimanche 19 novembre 1972
Page 36

**VOUS MANQUEZ DE MAIN-D'OEUVRE
VOUS SOUHAITEZ VOUS DEVELOPPER
VOUS DESIREZ EXPORTER MIEUX ET PLUS
VOUS VOULEZ ACCROITRE VOS BENEFICES**

AVEZ-VOUS PENSÉ À L'ESPAGNE ?

L'ESPAGNE VOUS OFFRE

- une main-d'œuvre disponible pour un coût 50% moindre qu'en Suède
- le taux d'expansion économique le plus rapide d'Europe (7% l'an)
- un marché de 34 millions d'habitants, ayant un revenu « per capita » de 1 000 \$
- des primes à l'exportation (de 10 à 16% de la valeur FOB)
- des crédits à l'exportation particulièrement favorables
- la possibilité d'obtenir:
 - des crédits préférentiels à 9 ans, pouvant atteindre 70% de vos investissements
 - des subventions à fonds perdus, pouvant atteindre 10% de vos investissements
 - des abattements sur vos impôts et droits de douanes pouvant atteindre 50% de...

! ! ! la garantie absolue de pouvoir rapatrier en Suisse sans limitation vos bénéfices, plus-values et capital investis.

LA BANQUE DE GRENADE VOUS INFORME

- sur vos possibilités d'exportation
- sur vos possibilités de cession de licence
- sur vos possibilités d'implantation industrielle

au cours d'une série de conférences qui auront lieu:

Le 16 novembre à **Bâle**, hôtel des « Trois Rois » et **Nyon**, hôtel de Peyrot — le 17 novembre à **Genève**, Quatre tours de **Genève**, hôtel « Beau Rivage » — le 20 novembre à **St-Gall**, Kongresshaus et **St. Gallen**, hôtel « Elite » — le 21 novembre à **Münster**, hôtel « Schwabstrasse » et **Genève**, « Hôtel des Bergues »

Au cours de ces conférences, il sera remis aux assistants une brochure d'informations complètes et détaillées sur l'économie espagnole et sur les modalités pratiques d'opération en Espagne.

Les conférences auront lieu à 10 h. et seront suivies d'un cocktail (entrée libre).

L'inflation, encore et toujours

Pour 1971, l'indice du coût de la vie, qui sert à mesurer le renchérissement d'une année à l'autre, avait enregistré une hausse de 6,9 %. Tous les records avaient été battus et les autorités fédérales avaient promis des mesures drastiques pour endiguer le mal — c'est-à-dire l'érosion de la monnaie. Des arrêtés fédéraux ont été édictés pour sauvegarder le franc suisse, interdire l'accès des capitaux étrangers, stabiliser le marché de la construction, etc. Rien n'y fit. Celui annonce maintenant une aggravation du taux d'inflation qui devrait atteindre de nouveaux sommets avoisinant 7,3 à 7,5 % pour 1972. Le conseiller fédéral tessinois se plaint du "manque de collaboration et de solidarité" de ses administrés. Qu'il sache que tous les salariés qui n'ont pas touché une augmentation de 7,5 % avec effet rétroactif pour l'année 1972 ont non seulement fait preuve de solidarité à leur corps défendant, mais surtout ont été floués par leurs représentants syndicaux lors des négociations salariales, car leur pouvoir d'achat a diminué.

Qu'il sache aussi que les administrateurs dont les tantièmes ont singulièrement augmenté et les actionnaires dont les dividendes croissent et multiplient, ne semblent pas particulièrement souffrir de l'inflation... Dieu reconnaît les siens.

Merci patrons!

Dans les rapports d'activité annuels des entreprises, il est d'usage de consacrer un chapitre au personnel, après avoir parlé du marché, de l'offre et de la demande, des nouvelles technologies et surtout du dividende des actionnaires, c'est-à-dire des bénéfices en général. Le rapport pour l'exercice 1971-1972 de l'Atelier des Charmilles SA, grosse boîte métallurgique genevoise, bat tous les records de concision:

Les avantages sociaux, de nature diverse, que nous avons été à même d'accorder à notre personnel, sont le fruit de son travail et de son mérite. Nous tenons à l'en remercier et à lui donner l'assurance que nous

continuerons de poursuivre une politique sociale en harmonie avec les possibilités économiques. (page 4)

Il est recommandé aux salariés des Charmilles de s'adresser directement à la FTMH (ancien-nement FOMH) pour connaître "la nature diverse des avantages sociaux" 1973.

Franco la Muerte

On vous disait bien que ça risquait de leur péter à la gueule: même la Société de Banques Suisses le dit dans une notice destinée aux détenteurs d'investissements dans le pays de la taumachie:

... On discerne quelques ombres au tableau du point de vue politique, car il n'est pas absolument certain que la succession du Général Franco à la tête de l'Etat, à laquelle il faut s'attendre dans un avenir plus ou moins proche, interviendra sans à-coups et conformément aux dispositions prises. En outre, les grandes disparités dans la distribution du revenu et de la fortune, aussi bien entre les différentes couches de la population que sur le plan régional, représentent une menace à ne pas négliger, car elles risquent de déboucher un jour ou l'autre sur des troubles politiques et sociaux qui pourraient mettre le régime à dure épreuve. (Bulletin SBS, 1972, page 81)

La dépense publique et domaine public

Depuis le début de l'automne, l'hebdomadaire social-démocrate *Domaine Public* dénonce la campagne d'austérité des collectivités publiques. L'apparition soudaine de déficit technique dans les comptabilités cantonales et communales.

Nul ne sait si DP défend le budget de ses magistrats-éditeurs ou l'avènement du capitalisme monopoliste d'Etat.

A Genève le 21 novembre, par exemple, la Banque de Grenade était cantonnée par la présence du conseil général franquiste, Quintanilla, et par son attaché de presse, Campa. Avant de passer aux petits fours, le portier de capitalistes suisses a reçu toutes les assurances sur la liberté de ses capitaux et bénéfices (Espagne, terre de liberté) et sur l'affabilité des ouvriers: la banque de Grenade n'a pas manqué de leur rappeler que les ouvriers espagnols sont "immobilisés" et "lâchés" dans leurs revendications au sein du syndicat vertical officiel, qui comprend aussi les patrons et le gouvernement.

Patrons suisses, planquez vite votre pognon en Espagne, il fera des petits plus vite encore qu'ici sur le dos des travailleurs. Allez-y, mais attention, ça risque bien de vous péter à la gueule!



no 1

LES APPRENTIS SE MOBILISENT
spécial: DIMINUTION DES HEURES DE TRAVAIL

le travail c'est pas le pied

Les apprentis genevois ont la parole

Voici ce qu'ils ont à dire (reproduction d'un article paru dans *Le Pied*, no 1, journal des apprentis et jeunes travailleurs qui en ont marre et qui luttent pour changer leurs conditions de vie et de travail):

En allant discuter dans tous les lieux fréquentés: école, boîtes, cafés, centres de loisirs, etc. ..., nous nous sommes aperçu que nous étions nombreux à penser qu'il était temps de réagir.

En moins de 15 jours, nous avons réuni plus de 1000 signatures pour faire connaître notre revendication.

Les signataires réunies, nous avons envoyé une lettre à l'office de formation professionnelle (Uléry), ainsi qu'aux directions des écoles d'apprentissage, exigeant une réponse rapide à propos de l'autorisation d'une assemblée de tous les apprentis pendant les heures de cours et de boulot.

Naturellement, la réponse a été (comme on s'y attendait) négative: ces Messieurs nous ont répondu par une lettre polycopiée qu'ils n'avaient aucun pouvoir là-dessus, qu'il nous fallait aller le demander individuellement à nos patrons, mais que toutefois ils en discuteraient dans une commission du Grand Conseil....!

Bref, nous avons tous pu constater que demander ne sert à rien! Nous en tirerons

Quant à la proposition faite par eux de demander individuellement à nos patrons, elle est ridicule: comme si on était assez naïfs pour croire que c'est en restant isolé chacun dans son coin qu'on obtiendra quelque chose... Sans compter la trop facile répression...!

L'action que nous menons pour que les cours pendant les vacances ne soient pas remplacés par du boulot fait partie de la bagarre pour obtenir une diminution du temps de travail.

Travail et vie quotidienne

En effet, nous travaillons trop: nous commençons le boulot très tôt le matin et nous en sortons tard le soir. Les plus belles heures quand il fait jour, nous les avons passées enfermés dans une usine, un atelier, un bureau ou un grand magasin, à faire un travail monotone, fatigant et souvent abrutissant.

Nous en sortons crevés et rentrons chacun chez soi, nous coucher, faire des devoirs ou bien nous farcir les loisirs du soir et des week-end, qu'on nous a préparés pour nous empêcher de réfléchir par nous-mêmes (de Dieu, c'est dangereux de réfléchir, ça pourrait peut-être bien dire lutter pour la diminution des heures de travail).

Et c'est justement parce que l'on est crevés qu'on arrive à nous faire avaler les bêtises de la TV et autres moyens "idiots-visuels" qui nous assomment de publicité; celle-ci vise

à faire de nous des mecs paumés à qui on fait croire qu'ils seront quelque un s'ils achètent le dernier truc à la mode, et en même temps ça vide nos poches et ça remplit celles des patrons.

Temps libre = temps de formation

Après un tel emploi du temps, que nous reste-t-il pour profiter de la vie, pour prendre notre pied ensemble avec les copains, les copines, pour bouquiner, discuter de nos problèmes, prendre la parole, lutter en s'organisant? Car c'est ça la vraie formation, c'est pendant le temps libre, où l'on peut échapper au contrôle des patrons, de la famille et de l'école.

Cette école qui, non contente de nous avoir donné l'enseignement le plus mauvais au Cycle, nous octroie une formation faite pour les besoins des patrons et imposée par l'OFIANT (organisme où Etat, patrons, syndicats discutent ensemble de nos problèmes).

Une formation qui nous divise

Elle accorde des cours de "culture générale" à certains et pas à d'autres, ceci pour nous mettre sur le dos nos petits copains soi-disant mieux formés, afin qu'ils nous contrôlent plus tard dans les boîtes.

Une formation "technique"

Aujourd'hui cela veut dire s'adapter à de

nouvelles machines qui vont fabriquer plus de trucs utiles et moins utiles comme: des bagnoles qui polluent, des fringues qui se démodent, des boguets qui se foutent en l'air en un rien de temps... tous ces trucs qu'ils pourraient pas faire sans nous, mais qu'on est obligé d'acheter avec nos petits salaires, renflouant ainsi ceux qui nous exploitent.

S'adapter à de nouvelles machines

Eux, ils appellent ça le progrès. Et nous, les "naïfs", on croyait que le progrès c'était que les machines s'adaptent aux bonshommes, et pas le contraire!

En vérité, on est pas si bêtes, c'est nous qui avons raison: une vraie formation, c'est comprendre tout ça, comment on essaie de nous avoir, et comment lutter contre.

Une vraie formation, c'est celle qu'on décide nous-mêmes ensemble avec les autres travailleurs, pour lutter contre ceux qui nous empêchent de vivre.

Contre la formation des patrons, exigeons plus de temps libre!

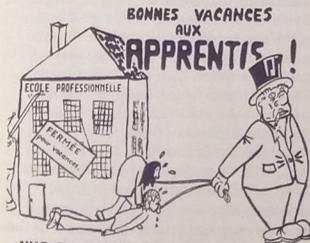
Salaire

Ce temps libre qui nous permettra de nous former de façon autonome doit être payé par les patrons, car la formation à l'école, dans les boîtes, pendant le temps libre sert à développer la société telle qu'elle est actuellement, une société dominée par les patrons, qui tirent des tas de profits des richesses que nous produisons. Donc ce n'est pas à nous, ni à nos parents travailleurs de payer la formation, c'est à ceux à qui elle profite: les patrons.

De plus, ce salaire doit être égal pour tous et répondre à nos besoins (fringues, bouffe, chambres). La société est assez riche pour subvenir aux besoins de tous les travailleurs. Il n'y a qu'à voir les nouvelles machines dans les usines, les marchandises qui débordent des magasins, les banques remplies de fric qui poussent comme des champignons...

POUR UNE DIMINUTION DES HEURES DE TRAVAIL :

Nous demandons que pendant les vacances scolaires les heures de cours ne soient pas remplacées par du travail.



UNE PETITION CIRCULE :
SIGNEZ ! FAITES SIGNER !!!
Rejoignez le comité "diminution des heures de travail" qui se réunit tous les jeudis à la maison de Quartier de la Jonction (45 bis av. Ste Clotilde) à 20h30

Comité diminution des heures de travail

"l'Apprenti suisse", encore un torchon officiel

Dans l'*Apprenti Suisse*, journal distribué dans les écoles professionnelles, il y a un rédacteur comme dans tous les canards d'ailleurs, mais celui-là c'est le plus beau, le Roi Soleil dans toute sa splendeur, la Tour Eiffel fichée dans Babylone. Ouah!

Le journal coûte 2.50 frs par année, abonnement obligatoire dans toute école professionnelle qui se respecte. On trouve des articles écrits par de véritables apprentis plus 1 ou 2 pages intéressantes au plus. Et tous jours au long de la rivière les petits bateaux de l'amiral Nelson. Dès que le niveau littéraire de la masse apprentie s'élève, conteste un petit brin, Monsieur Bartoldi (c'est son nom) fait feu de tous ses canons et coule la flotte ennemie.

Ce journal, vous l'avez compris, est la main tendue gantée de velours par la bourgeoisie. Même de l'avis de certain directeur de cours un peu honnête, il paraît que le patronat, grand ami du redac, finance le canard.

Bartoldi a des relations, c'est un homme du monde. Même ses relations écrivent dans ce journal apprenti, leurs griffes: R. Bossy (directeur du Centre Prof. Cant.), P. Steinmann (dirlo du Technicum neuch.), etc...

Cette tribu de gens bien informés se croit apte à canaliser, à se faire la lanterne dans la nuit de Diogène. Ces gens ont trouvé le moyen le plus simple: canaliser les adolescents dans l'optimisme et la chaude chaleur de leur propre bourgeoisie. Ici je vais citer car c'est trop marrant de garder ça pour moi. Je cite:

Question: "Est-ce que les jeunes actuels ne désirent pas tout simplement un métier qui leur procure un salaire suffisant, une certaine sécurité devant la vie, et du confort, avec des vacances, des loisirs et une voiture? Trouvez-vous cela bien bourgeois? Pourquoi?"

Monsieur le Rédacteur comprendra peut-

être un jour que la voiture est parfois un objet nécessaire, cet objet représente la bourgeoisie lorsque l'acheteur en fait l'acquisition pour bluffer... Monsieur le Rédacteur comprendra peut-être un jour que la télévision bien utilisée représente un moyen d'infos nécessaire. La confusion est grande sous votre plume. Vous écrivez encore, sommet du pléonasmisme: ...un métier qui vous procure un salaire suffisant... Mais fichtre, un métier, un travail, doit pour tout homme être rétribué suffisamment. Mais le métier n'est pas seulement en rapport avec l'argent, mais aussi avec les qualités, les envies propres à chaque individu. L'argent dénigre la valeur du travail, l'étouffe et crée une source d'enlaidissement et de lassitude, d'inertie. A ce propos, un petit livre critiquant l'économie politique vous serait peut-être utile, certainement...

Une autre perle du journal, pas de Bartoldi celle-là, mais du collègue Monsieur Bossy (pas haut cité). Je cite: "Ils (les adolescents) donnent l'impression d'être rationalisés; au siècle de la technique et de la machine ils fuient la réflexion et ignorent le besoin de penser." Diantre! Nous ignorons le besoin de penser! Mais c'est justement des gens comme vous M. Bossy qui nous refusent le besoin de penser. Les apprentis sont forcés tout au long de leur apprentissage à ne pas penser; ils y seront forcés à l'armée qui achèvera les derniers symptômes de personnalité. Comprenez-vous que dans la société actuelle l'individu ne doit pas penser mais produire?"

Ces derniers temps (no 152) Bartoldi prête main forte à l'armée (sa sœur en pensée). Elle en a bien besoin la pauvre malade!

Bon, je stoppe. Je ne veux pas remplir tout va bien avec les pensées transcendantales du sociologue averti (qui en vaut donc deux) qu'est Monsieur Bartoldi. Adresse de l'apprenti suisse: AP Suisse, CPostale 46, Genève. Si vous jetez un oeil n'oubliez pas de le reprendre. Salut.





un procès politique ?

Après le préfet et la Commission de police qui lui avait déjà flanqué 15000 francs d'amende, c'est donc le Tribunal de district qui a jugé le CAC en "simple police", comme ils disent. Le CAC ? Enfin, pas tout à fait: il était quand même difficile à la police d'identifier et de traîner en justice les quelques milliers de personnes qui ont été le CAC en mai-juin 71. Mais comme il est évident pour la logique flicarde que si les gens bougent c'est parce que d'autres les ont fait bouger, on s'est saisi de ceux qui on connaissait déjà pour les avoir fichés, et on les a assis sur le "banc d'infamie".

Ils étaient neuf, accusés d'émeute, diffamation, injures, effraction, dommages à la propriété, contrainte, insoumission aux actes de l'autorité. Les tribunes du public étaient remplies de très jeunes gens en majorité; tous n'avaient pas "fait" le CAC l'année dernière. Les gendarmes en ont fouillé quelques-uns avant de les laisser entrer. Pour rien, comme ça, histoire de manifester un peu leur pouvoir. Pour la plupart de ces jeunes gens, c'était sans doute la première fois qu'ils assistaient au fonctionnement de la machine judiciaire. Une machine molle, en l'occurrence, c'est ce qu'ils ont dû penser, un peu éberlués par le spectacle. La vedette de celui-ci c'est bien sûr le juge. Le décor est ainsi conçu que tous les regards convergent vers une sorte de praticable astucieusement surélevé où ce personnage trône en majesté, comme on dit si bien d'un phallus érigé. C'est dire s'il prend son pied. Le juge. L'emploi, ce jour-là, était tenu

par Gilliéron. Les très grandes vedettes ont le privilège de s'épurer de leur prénom: qui connaît celui de Talma ou de Bourvil ? Dans un genre qui tient le milieu entre celui des deux précités, Gilliéron a été absolument parfait. Une finesse et une virtuosité étonnantes dans le maniement du sourire.

La pièce

Côté accusation, c'était un peu moins brillant. Bien sûr, l'emploi du procureur est ingrat: il est sans exemple qu'un avocat général attire la sympathie du public. Mais il faut bien dire que M. le Substitut Delessert en a remis: ce serait plutôt les claques que sa physionomie attire. Pour la partie civile, il a fallu se contenter de l'avocat du plaignant. En effet, sa Majesté Georges V (V comme Vuille), exploitant de salles de cinéma (vous ne voudriez tout de même pas que ça s'appelle cyniquement "exploiter de spectateurs") avait renoncé en même temps qu'à sa plainte au droit d'infliger à l'assistance le spectacle de sa pauvre raquette personne (rappelons que dans un élan de lucidité pathétique il s'était qualifié lui-même en public de "vil marchand de soupe"), se contentant de demander acte de ses réserves civiles, autrement dit du fric.

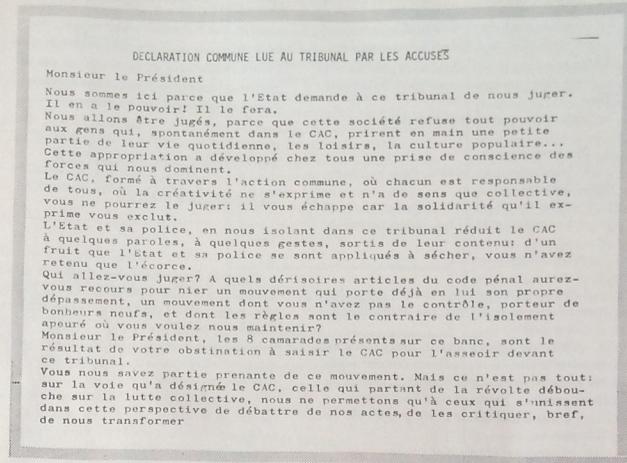
La plainte de Vuille avait été retirée à la suite d'une lettre d'excuses écrite par l'un des accusés, qui se désolidarisait des autres. Là, on touche un cas véritablement pitoyable et qui mériterait à lui seul un article. Pour dire les choses en bref, le malheureux a littéralement imposé sous la pression conjuguée des flics, des pasteurs et de sa famille; du joyeux émetteur du CAC il ne restait plus à l'audience qu'un fantôme hébété et solitaire dont on n'a pas le coeur de plaisanter.

Quant aux autres accusés, réduits au rôle

de figurants révolutionnaires dans une pièce écrite par un auteur collectif qui s'appelle tout bonnement la bourgeoisie, ils étaient, eux, vraiment réjouissants. Décontractés, gouailleurs, facétieux, insolents: des potaches comme on l'a dit évidemment dans des gazettes. Récupérés. Et nous voici au coeur de ce procès. Car tout au long des audiences, sautait au yeux la complexité culturelle, la complicité de classe entre les accusés — à leur corps défendant — et ceux qui les jugeaient, c'est-à-dire aussi bien le juge que l'accusation et que la presse. M. le Substitut Delessert l'avait dit d'entrée de jeu en s'adressant aux accusés: "nous sommes entre gens intelligents". Certificat de bourgeoisie, quelques-uns fils de famille, un autre cinéaste connu, un autre encore photographe réputé, tous, à l'exception d'un, sans antécédents judiciaires, M. le Substitut Delessert ne pouvait pas faire moins. Mais qu'on l'imagine un peu contre un petit récidiviste voleur de bagnoles. Et qu'on imagine Gilliéron. Finie l'ironie bienveillante, finis les sourires fins aux réparties spirituelles de jeunes gens qu'il reconnaît pour les siens malgré leur regrettable penchant pour la déviance, fini le ton amusé qu'on prend entre gens de bonne compagnie. On l'a bien vu un instant lors de l'incident qui a failli faire capoter le scénario de cette comédie: l'un des accusés, perdant soudain tout humour, a rompu le consensus et s'est mis à vociférer. Gilliéron, lui, a perdu en peu de temps son sourire de maître d'école décidé à ne pas s'émouvoir d'un peu de turbulence. Il fallait voir avec quelle autorité casante il a expulsé l'énégme. Seulement les autres ont, comme un seul homme, emboîté le pas de leur camarade, le public a suivi; pour que la pièce continue, le Gilliéron a dû céder, au mépris d'ailleurs de toute règle Victoire des accusés. Mais victoire éphémère et toute symbolique: bien évidemment ce n'était pas eux qui menaient le jeu.

La critique

L'atmosphère bon enfant qui a prévalu au cours des deux journées d'audience s'explique facilement: elle était le reflet du calme qui a régné dans les rues lausannoises depuis les événements de mai-juin 1971. Qu'on se souvienne de la presse à cette époque. Devant le mouvement de masse incontrôlé, les journalistes avaient eu un réflexe "civique", ils n'avaient même pas été besoin de leur donner des consignes: ils s'étaient rués spontanément au secours de l'ordre menacé et des autorités affolées. Pour ces chiens de garde, les manifestants ne pouvaient qu'être des voyous ou des innocents manipulés par de dangereux agitateurs. Or les voici en justice, ces agitateurs. Et bien ils ne font plus peur du tout; et les journalistes, dans l'ensemble, les trouvent même plutôt sympathiques. C'est bien la preuve que ce n'était pas eux que l'on craignait, mais le mouvement de masse qu'ils exprimaient. Celui-ci démobilité, on peut tranquillement dépolitiser les faits. Et puis les journalistes qui ont aboyé contre les manifestants ne sont pas les mêmes que ceux qui rendent compte du procès, même si leurs fonctions est en définitive analogue. Il existe dans la presse vaudoise une tradition de la



DECLARATION COMMUNE LUE AU TRIBUNAL PAR LES ACCUSÉS
Monsieur le Président
Nous sommes ici parce que l'Etat demande à ce tribunal de nous juger. Il en a le pouvoir: il le fera. Nous allons être jugés, parce que cette société refuse tout pouvoir aux gens qui, spontanément dans le CAC, prirent en main une petite partie de leur vie quotidienne, les loisirs, la culture populaire... Cette appropriation a développé chez tous une prise de conscience des forces qui nous dominent. Le CAC, formé à travers l'action commune, où chacun est responsable de tous, où la créativité ne s'exprime et n'a de sens que collective, vous ne pourrez le juger: il vous échappe car la solidarité qu'il exprime vous exclut.
L'Etat et sa police, en nous isolant dans ce tribunal réduit le CAC à quelques paroles, à quelques gestes, sortis de leur contenu: d'un fruit que l'Etat et sa police se sont appliqués à sécher, vous n'avez retenu que l'écorce.
Qui allez-vous juger? A quels dérisoires articles du code pénal aurez-vous recours pour nier un mouvement qui porte déjà en lui son propre bonheurs nous, et dont les règles sont le contraire de l'isolement apouré où vous voulez nous maintenir?
Monsieur le Président, les 8 camarades présents sur ce banc, sont le résultat de votre obstination à saisir le CAC pour l'asseoir devant ce tribunal.
Vous nous avez partie prenante de ce mouvement. Mais ce n'est pas tout: chez sur la lutte collective, nous ne permettons qu'à ceux qui s'immiscent dans cette perspective de débattre de nos actes, de les critiquer, bref, de nous transformer

chronique judiciaire, abondamment illustrée par Samuel Chevallier et qui appartient le genre à la chronique théâtrale: le chroniqueur s'y livre librement à sa subjectivité. André Marcel perpétue cette tradition avec un petit talent qui fonctionne toujours, bien qu'il sente la rance. Les autres font de leur mieux pour honorer ce théâtre qu'est, on l'a vu, un tribunal. Finalement — et c'est parfaitement logique — il n'y a eu que la police pour prendre au sérieux les accusés.

Ceux-ci auraient-ils pu faire exploser le spectacle ? Sans aucun doute. Par exemple en surenchérissant sur lui, comme le fit Jerry Rubin qui se présenta à une audience de la Commission d'enquête sur les activités anti-américaines déguisé en guerrillero loufoque. Ou encore par la grossièreté irrécupérable, en se foutant à poil devant le tribunal, comme le firent des étudiants du SDS pendant l'un des procès qu'on leur fit en Allemagne. Mais ces satisfactions narcissiques leur auraient coûté cher, pour un bénéfice politique minime. Car — il faut le dire nettement — un tribunal n'est pas une tribune politique et les militants n'ont rien à gagner en s'exposant délibérément à ces sanctions. Aussi jugeons-nous vaine une action qui entraîne fatalement des amendes ou des peines de prison, du type de celles dont dix-huit camarades de la LMR viennent d'avoir à répondre à Lausanne. Ils s'étaient fait volontairement cueillir par les flics après avoir tendu une banerole "FLN VAINCRA" entre les deux fleches de la cathédrale. Ce n'est pas en jouant ensuite devant le tribunal les militants farouches qui refusent de répondre aux questions autrement qu'en confirmant leur identité et laissant à leur chefs le soin de prononcer un discours politique, qu'ils ont révélé la nature de classe de la justice. D'ailleurs, pense-t-on vraiment que cette nature de classe fasse l'ombre d'un doute pour les masses populaires ?

L'attitude des accusés du CAC n'a été ni plus ni moins que ce qu'elle pouvait être étant donné les circonstances: n'étant plus

des militants, parce qu'un tribunal tel que celui-ci n'est en aucune façon un terrain d'action — la vraie lutte est ailleurs, là où les gens travaillent et vivent — ils n'ont pas essayé de se conduire en militants. Ils se sont conduits n'importe comment, comme ça leur venait, en montrant qu'ils s'en foutaient. Leur déclaration collective ne prétendait qu'à rien d'autre qu'à tenir, pour leur plaisir et le plaisir de ceux qui sont en situation de le comprendre, un langage qui ne pouvait pas être entendu par le tribunal, qui très simplement et sans hargne le *niait*: vous n'existez pas. Pffhuuut ! Forcément, puisqu'il existe encore bel et bien, une telle annulation ne peut qu'être "littéraire". D'où la beauté de ce texte, les militants en produisent rarement de pareils.

Retour du politique

En définitive le bilan de ce procès, pour nous, n'est pas si négatif. Il a déconsidéré la police: ses rapports se sont révélés mensongers, ses agents, lamentables et de mauvaise foi, ses méthodes, fascistes (un témoin a raconté comment les flics l'avaient déshabillé pour voir "s'il ne cachait pas un tract dans son caleçon") et avaient lourdement planté sur son anatomie sexuelle — on comprend quelle sinistre frustration un tel comportement traduit...). L'accusation s'est affaïssée comme une grosse verge lasse. Toute l'assistance en était gênée pour elle. Enfin l'ensemble du tribunal s'est révélé pour ce qu'il est: le lieu d'une comédie vieillote et un peu bouffonne qui n'amusera plus personne très longtemps. Le roi est nu, et de plus en plus de gens s'en avisent. Ceux en tout cas qui ont participé allégrement à la manifestation qui a suivi, ceux-là sont définitivement démythifiés. Ils étaient à peu près trois cents, moyennement âgés pas plus de vingt ans, combattifs et décidés, marchant sous la pluie le sourire aux lèvres, derrière les huit accusés et portant un énorme calicot: "NOUS SOMMES TOUS DES MENEURS". Serre

les fesses, Gilliéron, ce n'est qu'un début... Car ils sont de plus en plus jeunes et ils sont de plus en plus nombreux, dans les écoles professionnelles, dans les collèges, un peu partout, à rigoler des navrants vaudevilles du pouvoir.

On pouvait s'y attendre: au moment du jugement s'est produit le retour de refoulement, le retour du politique. En effet les sanctions ont été lourdes, compte tenu de l'atmosphère du procès et de l'attitude de la presse. Seul chez lui pour rendre son jugement, Gilliéron a dû se rappeler qu'il importait de ne pas désavouer la Municipalité, ses gaz et son grand déploiement de dispositifs anti-émeute de l'année dernière. Il n'allait quand même pas relaxer les accusés et leur décerner un brevet de civisme, comme l'y avait invité l'avocat de la défense. Il a donc remis son savoir et, comme il est bien sûr totalement incapable de comprendre ce qu'est un militant, il a médiocrité de la façon suivante: "Ces accusés, Dieu m'en est témoin, ne me sont pas antipathiques, en tous cas certains d'entre eux, et ils ne sont pas bêtes. S'ils étaient encore étudiants, je leur pardonnerais volontiers des frasques qui s'apparentent aux spirituels charriages auxquels je prenais part du temps que je portais couleurs. Seulement les temps ont changé. L'autorité perd son crédit. Et si ceux qui avaient pour mission, tant qu'ils étaient étudiants, de tourner cette autorité gentiment en bourrique, ce qui était encore un moyen de l'affirmer en lui permettant de montrer son libéralisme, si ceux-là refusent de vieillir et de jouer le jeu, alors ils deviennent dangereux. Parce qu'ils mettent en branle des éléments incontrôlables, des voyous, des gens qui, eux, ont intérêt à renverser notre pouvoir parce qu'ils n'en profitent pas du tout. Ces accusés qui ne veulent pas devenir adultes et responsables comme nous, je dois, moi, Gilliéron, les punir non pas pour ce qu'ils ont fait mais pour ce que la foule, la terrible foule aurait pu faire. Ces garnements sapent par immaturité l'ordre constitutionnel suisse. Aucune faiblesse n'est donc permise à leur égard. Mais n'allons pas braver le ridicule en les frappant trop lourdement". Voilà ce que s'est dit, en substance, le bon juge Gilliéron. Et il a sanctionné. Politiquement, bien sûr, mais sans le savoir. Car ce que les tribunaux sanctionnent, c'est ce qu'ils identifient comme psycho-pathologique. Rien n'est plus caractéristique à cet égard que ce simple fait: celui des accusés qui a le plus écopé, c'était le cinéaste Francis R.: famille pauvre, jeunesse à la limite de la délinquance et parfois au-delà, antécédents judiciaires, 42 contraventions au code de la route, mauvais coucheur, mauvais payeur, un peu mythomane, immature, inadapte chronique, caractériel, "artiste", le client rêvé pour la flichiatrie. Difficilement récupérable. Celui-là on ne l'a pas raté et on le retrouvera.

Reste que si vous voulez assister dans ce canton à un véritable procès politique et voir à l'oeuvre la vraie justice de classe, il faut aller voir le juge Gilliéron ou l'un de ses alter ego condamner un délinquant de droit commun, un de ceux qui n'ont aucun accès à la culture, un de ceux avec qui aucune complaisance n'est possible au juge.

AUBEPINE

Branlo-bas de combat au Foyer de l'Aubépine, à Genève, où l'on case les jeunes dits "semi-délinquants" entre les murs croulants et trois règlements anti-fille, anti-sexe, anti-vie, anti-joie : texte d'un tract distribué aux apprentis et à tous les délinquants qui ne délirent que contre les règlements-assomoirs

Jusqu'au 30 novembre 1972, Le Foyer de l'Aubépine, 19 bis rue de l'Aubépine, abritait :

- 15 travailleurs dans 15 clapiers
- 15 jeunes travailleurs qui ne se voient que pour bouffer
- 15 jeunes travailleurs (de 18 à 30 ans) qui n'ont pas le droit de recevoir des filles

- Il partageaient :
- 1 télé en couleur
- 1 frigo
- 1 machine à laver
- 1 cuisinières espagnole

Le 25 août 1972, M. Uldry, président de l'Association d'aide aux jeunes étudiants, travailleurs et apprentis, (AJETA), se pointe au foyer, n'y trouve personne, (les gars sont au boulot), à part une fille.



IL Y A UN TROU DANS LA CAISSE

COMMENT LE PATRON PEUT MANIPULER A SON GRE L'ARGENT DES FONDS DE PREVOYANCE

(Tract distribué aux ouvriers d'Hispano-Genève par le groupe "Lutte de Classe")

"Quand Bürhlé avait racheté Hispano, il avait promis que toutes les institutions de prévoyance seraient maintenues. Puis, l'année dernière, on a su qu'une des caisses avait un gros déficit parce que le patron n'avait pas payé sa partie, celle qu'il prend sur son compte sur le salaire des ouvriers. Maintenant, on sait de quelle caisse il s'agit.

La Caisse Hispano VIE ET DECES (reliée aux assurances Winterthour, rien que pour les intérêts, a un déficit de plus de 100 000 francs. Quand on sait qu'à cette caisse les ouvriers et les patrons devraient payer respectivement 20 francs par mois, on voit facilement que le patron n'a pas toujours versé sa part.

Maintenant, on nous propose de rester dans la Caisse Vie et décès, de ne pas retirer notre argent. Comme cela, les patrons espèrent cacher cette dette à l'extérieur des comptes de la Fondation qui réunit la Caisse de pension et la Caisse Vie et décès.

Le surlendemain, une lettre de congé pour fin novembre est envoyée à tout le monde. Un mois plus tard, lors d'une assemblée, Uldry nous propose l'ultimatum suivant :
- ou nous acceptons une mère-aubergiste-flic.
- ou nous sommes mis à la porte !

- Nous refusons :
- L'isolement au boulot, dans les chambres, devant la TV.
- cette vie qu'on nous impose.
- Le contrôle de l'Etat, direct ou subtil
- Le contrôle sexuel.

C'est pourquoi à partir du 1er décembre 72, nous occupons le 19, bis, rue de l'Aubépine.

- C'est-à-dire :
- Nous ne payons plus de loyer (la maison, construite par des travailleurs comme nous, est amortie depuis longtemps). L'argent du loyer servira à l'autogestion des locaux.
- Nous décidons de notre propre vie quotidienne.
- contre la répression sexuelle
- solidarité et lutte contre l'isolement par la création d'une commune :
- pour la cuisine quotidienne, pour l'entretien de la baraque, en supprimant la division sexuelle dans ces travaux
- pour les problèmes de flic ;
- pour une alternative aux loisirs.

tant 1500 signatures, le Conseil d'Etat ne se serait pas formalisé outre mesure. Ne nous dites pas qu'il n'a pas l'habitude d'enrôler habilement et discrètement des centaines prises par les "milieux compétents", autant dire les milieux influents...

JONCTION, UN QUARTIER

SANS SUBVENTION

En mars dernier, la municipalité de Genève a coupé les crédits de la Maison de la Jonction: elle ne supportait plus de voir sa politique des loisirs récupérateurs battue en brèche par la volonté que manifestaient les animateurs de mettre réellement cette maison à la disposition des habitants.

Depuis, la Maison se porte bien, merci. Ce que M. le Maire n'a pas compris, c'est qu'il ne s'attaquait pas à une équipe d'animateurs farfelus mais à un mouvement plus vaste. Une partie des habitants du quartier ont soutenu la maison, pris en charge ce que la municipalité lui refusait (repris en charge devrait-on dire parce que cette subvention, elle vient bien du peuple, des impôts du peuple).

La maison de quartier et ses installations techniques restent donc à la disposition des groupes qui en ont besoin, des débats s'y organisent, des concerts de soutien s'y déroulent, des projections de films, des activités pour les enfants (tous les jeudis), des repas populaires (le vendredi soir et le mardi à midi). Pour bien marquer sa volonté de rester dans ses locaux, la maison de quartier organise diverses manifestations pour la fin de l'année. Le 31 décembre notamment, dernière représentation de "Western" du Théâtre Mobile.

(Le soutien à la maison de la Jonction se fait par le journal "Jonction 71", distribué à 6000 exemplaires dans le quartier. "Journal Jonction" CCP 12-19682 Genève. La souscription pour l'autofinancement a déjà recueilli 6000 francs.)

Eaux-Vives

A PART LE CEDRE...

Les habitants des Eaux-Vives défendent un cèdre, ça plaît à l'époque de la lutte contre la pollution. Mais ce n'est pas tout. Dans la maison qu'ils occupent à la route de Chamoni (sous la gare des Eaux-Vives), des activités se développent et l'effort d'information sur les droits des locataires entrepris par le mouvement se poursuit.

Ainsi la dernière assemblée du mouvement, le 5 décembre, a décidé l'organisation d'une crèche dans les locaux de la ville, ouverte après les heures d'école. En outre, deux fois par semaine, une permanence est organisée, pour renseigner chacun sur les problèmes des loyers, les droits des locataires et les possibilités de résister aux hausses abusives.

livres

UNE LOGIQUE DE LA COMMUNICATION

P. Watzlewick, J. Helmick-Beavin, D. Jackson, éd. du Seuil 1972

Dernier avatar du behaviorisme américain, la théorie de l'information tend à devenir le modèle exclusif de toute réflexion dans les sciences humaines aux Etats-Unis et peut-être bientôt en Europe, à la faveur de multiples traductions récentes. Ce n'est pas seulement un effet de mode. Sous l'apparence d'un empirisme ingénu, la théorie de l'information propose en réalité une métaphysique appropriée à l'âge de la cybernétique: tous les comportements, toutes les relations entre les individus et entre les groupes sont réductibles à une réalité ultime, la communication, et sont justiciables de la logique ternaire émetteur-message-récepteur. Cette réduction ontologique s'assortit tout naturellement d'une éthique: les conflits, les désordres, assimilables à des défauts de transmission, peuvent et doivent être résolus par un réajustement de la communication, comme on répare un ordinateur défectueux.

Tels sont les postulats explicites de "Une logique de la communication", dont le concept central a un préfixe significatif: la métacommunication. Si les partenaires familiaux et sociaux entrent en lutte et troublent l'ordre social, il suffira de réajuster le code en détournant le discours antagoniste des termes du conflit sur la communication elle-même. L'idéologie de la métacommunication se fait fort de récupérer l'individu le plus réfractaire à ses normes, c'est-à-dire le schizophrène. Celui-ci est paralysé par une communication paradoxale qui comporte deux injonctions contradictoires (double-bind). La thérapie préconisée est tout simplement homéopathe: elle consiste à prescrire le symptôme lui-même. Rien de tel, par exemple, que d'enjoindre un suicidaire à se suicider pour le détourner de son projet.

On peut aisément imaginer d'autres applications de cette thérapie paradoxale, applications dont l'ouvrage ne fait pas mention, mais qui participent de la même stratégie: par exemple lorsqu'un état réfractaire au système libéral se met dans des difficultés économiques, il conviendrait justement d'en faire le blocus,

pour l'amener à rétablir des relations d'échange "normales". Le modèle de communication qui est constamment proposé dans l'ouvrage, c'est la cellule familiale et, à travers elle, une démocratie bourgeoise qui aurait si bien intériorisé tous les codes contraignants que la répression même serait vécue comme harmonie et liberté. La théorie et l'éthique de la communication viennent à point pour sanctionner la finalité de l'ordre social, qui est de se reproduire "sans histoire" ●

cinéma

A PROPOS DU "CHARME DISCRET DE LA BOURGEOISIE"

de Luis Bunuel

LA LONGUE MARCHÉ

Bunuel a évité magnifiquement de poser la question de la bourgeoisie en termes bourgeois. Que peut-on dire de politique sur le politique, par-delà deux rhétoriques closes, celle du malheur métaphysique, du bovarisme, et celle, complètement algébrique et prétendument politique, de la marionnette complet-rayé-cigare-aut-lee? Les bourgeois que figure Bunuel ne sont que des signes, des images sans épaisseur, sans humanité (ni inhumanité), sans profondeur ni élévation. Ce qui est, à n'en pas douter, le charme principal du film. On y assiste à un ballet imperturbable dont le mouvement ne tire que du politique sa lisibilité, champ auquel il contribue par retour largement. Maintenant, cette bourgeoisie n'est figurée ni en défaite, ni en victoire, mais en marche, banale balade dominicale, sur une route sans aspérités, sans accidents et sans virages. Ils marchent sans échanger de paroles. Ainsi simplement, en leit-motiv reviennent quelques vérités au rappel nécessaire, que la bourgeoisie a pour survivre toute la réserve de l'incertitude, qu'aucun film n'a le pouvoir de la mettre en cause matériellement, qu'elle est peut-être plus inquiète d'elle-même que de l'Autre à venir (que ses institutions d'aujourd'hui plus peut-être que jamais façonnent à sa domination).

L'ESPACE DU REVE

On rêve beaucoup dans ce film. Trop. Et très mal. Retour im-

manquable du refoulé. Mais chez les inférieurs, les subordonnés (le soldat, le lieutenant) le rêve est déclaré rêve, il est circonscrit, exorcisé, mis en spectacle, divertissement pour l'état-major ou pour les bourgeois égarés dans un tea-room sans thé ni café. Le rêve du soldat retrouvant ses amis et sa mère dans la pénombre d'une nécropole parle d'une manière éloquent du degré d'infantilisme que requiert l'armée. Le lieutenant se voit assigné par les spectres de ses parents le meurtre de son père présumé. Ainsi l'officier subalterne efface-t-il la réalité défile de son supérieur dans l'idéal de ce même supérieur, sous le regard de la très bonne mère patrie, bien entendu. Quant aux rêves des maîtres, rien ne les démarque dans le fil de la narration, aussi ne sont-ils jamais que l'insensible glissement des événements vers leur fatalité de ruine et de mort, fantasmagorie de la réalisation des contradictions, rêve de sa "mise sur scène, de la mort de l'autre, de son abandon par les autres, etc. Comme la pente naturelle, imminente, de l'ordre des choses, toujours conjurée, toujours distraite et remise à plus tard. On s'éveille. On déclare avoir rêvé. On ne s'était endormi que quelques instants, comme par mégarde ou par trop grande fatigue. Ainsi constamment le retour du refoulé menace-t-il la bourgeoisie. L'un des premiers épisodes du film figure la bourgeoisie entrant dans un restaurant dont le propriétaire vient de décéder. C'en est trop, on repart. Ce n'est pas la mort individuelle qui pèse sur ces personnages qui n'en sont pas, c'est une mort collective, politique. Ainsi on rêve que l'ambassadeur tue le général. La crapule que l'impérialisme met en place dans les pays qu'il régente tire sur le défenseur des valeurs martiales et nationales. La mort exclue rentre par la contradiction politique. Faute de pouvoir la résoudre, la reporter, c'est le cauchemar. Puis on se réveille.

L'AUTRE, L'ENNEMI

Dans le film de Bunuel, la bourgeoisie est seule en scène. Le peuple se réduit à l'apparition fugitive d'une vieille femme qui déclare détester Jésus. La fille qui vient assassiner l'ambassadeur, comme le plasticien torturé par la police, comme les truands qui réunissent la petite famille dans un dernier bain de sang onirique, ne sont rien de politique. Ils ne font que le retour d'un idéal quasi-religieux d'in-

tégrité morale, ou alors de banals tueurs à gages. Ce qui est figuré en révolte, dans le film, n'est jamais qu'une silhouette provenant du magasin des accessoires de la scène bontrgeois. Ainsi la bourgeoisie est vue comme en soi une contradiction constante et permanente, dont l'éclatement est différé par la dictature économique, policière et politique que cette classe exerce.

L'ÉVEQUE, LA CHUTE

Quelques mots pour conclure d'une étrange et attachante figure, celle du jeune bourgeois devenu évêque à cause du meurtre de ses parents. Il s'engage volontairement chez la bourgeoise. Ayant à confesser un moribond au hasard d'une urgence, il le reconnaît comme l'ancien jardinier et le meurtrier de ses parents. Lui ayant donné l'absolution, il l'abat de ses propres mains. Puis l'homme de Dieu quitte la scène définitivement. Étrange traversée, la chute originelle de l'homme de pensée par rapport à son état primitif de maître, privé d'inquiétude et d'ambiguïté. Or tuer l'esclave meurtrier, c'est se condamner à tout perdre. Ce meurtre n'est pas commis par pure vindicte, mais comme sous l'impératif absolu d'une nécessité. Ainsi entre l'esclave rebelle et celui qu'il emporte dans sa chute, aucune alliance n'est possible ●

VOUS POUVEZ TROUVER AU TABAC DU BOULEVARD (B. Minguet, 13 bd Georges-Favon)

- **Tout Va Bien
**Actuel
**Guignol (Journal Lyonnais)
**Le Point (le vrai !)
**Rupture
**La Brèche
**La Cause du Peuple
**La Gueule Ouverte
**L'Echo des Savanes

ON CHERCHE DES DIF-FUSEURS POUR TOUTE LA SUISSE ROMANDE ! Adressez-vous au journal.

